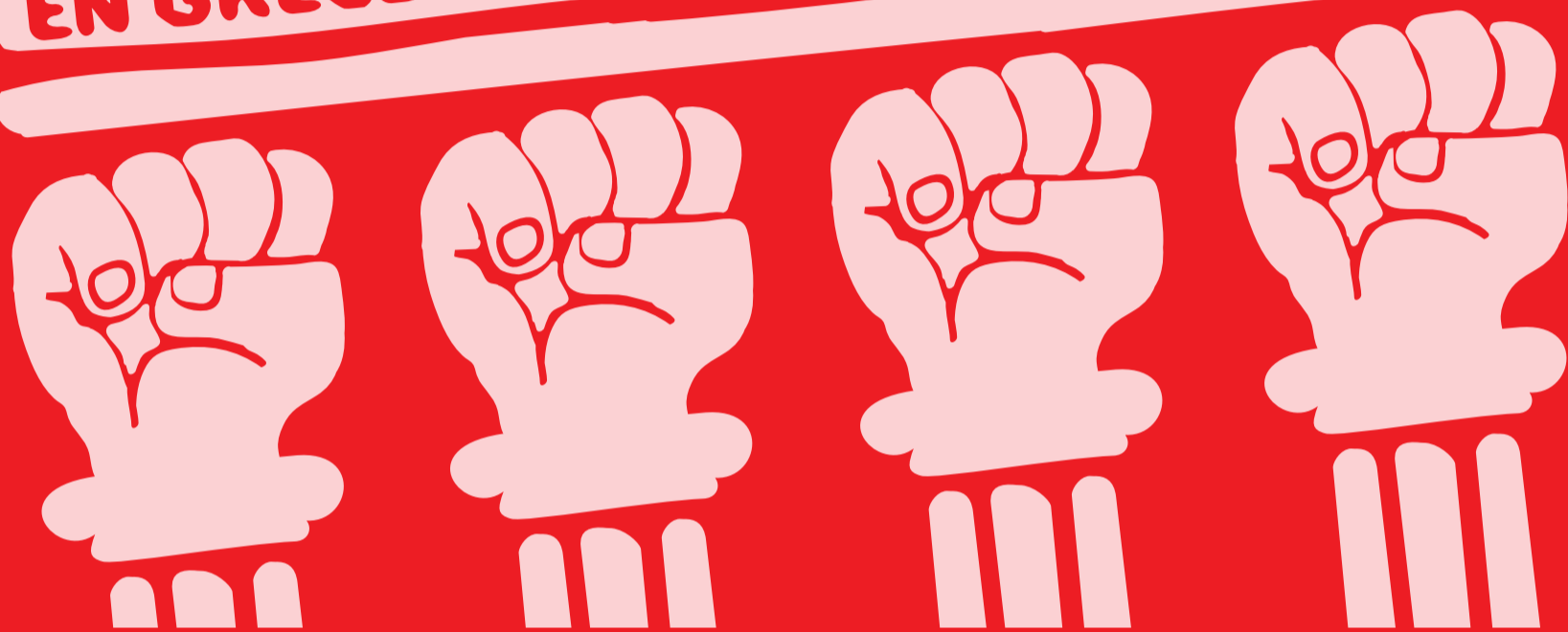


# ***l'Anti*capitaliste**

n°299 | 23 juillet 2015 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

**EN GRÈCE ET DANS TOUTE L'EUROPE**



## **Continuer la lutte contre l'austérité et la troïka**



### **Dossier**

**Il y a 70 ans:  
Hiroshima,  
Nagasaki**

Pages 6 et 7

### **ÉDITO**

**Agro-industrie partout,  
paysans nulle part!**

Page 2

### **PREMIER PLAN**

**Finance: canicule et orage...**

Page 2



### **ACTU INTERNATIONALE**

**Iran: USA et mollahs  
condamnés à s'entendre**

Page 5

### **LIBRE EXPRESSION**

**Entretien avec Yousif Fatihelrahman  
sur la lutte des migrantEs**

Page 12



Par FRANÇOIS FAVRE

## Agro-industrie partout, paysans nulle part !

**75 millions pour les éleveurs, réunion agriculteurs-distributeurs à Bercy, producteurs de lait et de porc bloquent les plateformes de la grande distribution, les petits producteurs accusent la grande distribution de les asphyxier, nouveau cadre établi entre distribution et fournisseurs...** Ces titres de Une de journaux, datées de 2007, 2008, 2009 et 2013, pourraient être de ceux de cette semaine ! Dans l'agro-industrie, il y a les très gros, la grande distribution, qui fixe ses prix avec un seul objectif : augmenter les marges et les parts de marché. Les gros, les industriels, se plient à ce diktat pour préserver leur ventes et leurs marges... et passent l'ardoise aux petits, les éleveurs. Après avoir décimé l'artisanat et le petit commerce alimentaires, la grande distribution est en position de quasi-monopole. Dans ce marché de dupes où règne l'opacité la plus totale sur les marges, distributeurs et transformateurs se renvoient la balle, et les petits éleveurs trinquent. Tables rondes, plans d'aides, et prétendus accords se suivent. Mais rien ne peut changer car les éleveurs sont dans un marché mondialisé où le prix de l'aliment est fixé à Chicago, où celui du porc doit concurrencer l'Allemagne, et celui du lait la Nouvelle-Zélande. Quand les prix de l'aliment montent, les éleveurs sont pris à la gorge car le prix de vente, lui, ne bouge pas ! Résultat, une baisse continue du nombre d'exploitations et d'actifs agricoles, alors que dans le même temps, les fermes-usines se multiplient.

Les rodomontades de Hollande, « nous veillerons à ce que l'accord soit respecté », ne cachent pas son impuissance, réduit à lancer un appel à la grande distribution et à appeler les consommateurs à acheter de la « viande de France »... Après des années d'austérité, les consommateurs achètent de la viande quand ils le peuvent au prix qu'ils peuvent. Et dire que la viande française, produite de la même manière que les autres, serait de meilleure qualité ne repose sur aucun critère objectif.

Les accords de libre échange doivent être dénoncés. Toute l'agro-industrie doit être mise au pas – production, transformation et distribution doivent être de proximité – pour revenir à des fermes autosuffisantes, où les animaux sont nourris avec la production de la ferme. L'agro-industrie n'est pas compatible avec l'agriculture paysanne qui seule peut préserver notre santé, l'environnement et la vie dans les campagnes.

## BIEN DIT

Je m'adresse à vous en tant que garant de la dignité de nos concitoyens, aujourd'hui bafoués et notamment ceux qui souffrent dans leur chair des conséquences de cet empoisonnement, pour ne pas permettre qu'une telle promotion puisse se faire sans entrave ni décence.

La pneumologue IRÈNE FRACHON dans une lettre adressée au président Hollande, concernant la nomination comme commandeur de la Légion d'honneur de Henri Nallet, ancien garde des Sceaux de François Mitterrand, et surtout pendant plus de dix ans salarié du groupe Servier à l'origine du scandale du Mediator

## À la Une

# Continuer la lutte contre l'austérité et la troïka

Après l'accord imposé par les instances européennes, le vote du 15 juillet au parlement grec a présenté deux enjeux importants.

**D'**abord, la mobilisation appelée par Adedy, la fédération syndicale du secteur public, contre le mémorandum accepté par Tsipras serait-elle dans la continuité du Non massif du 5 juillet ? La grève dans la fonction publique semble avoir été moyennement suivie. La manifestation a rassemblé quant à elle 15 000 personnes appelées par Adedy, les syndicats de base, Pame (le courant syndical du KKE), Antarsya, des secteurs de Syriza... Mais le sens de cette manifestation a été délibérément détourné par la police, qui l'a violemment attaquée et arrêté plusieurs manifestants, dont deux camarades d'Antarsya, militants d'OKDE Spartakos<sup>1</sup>. Un comportement inquiétant qui traduit une inflexion du gouvernement Tsipras. De plus il s'agissait aussi de voir quelles seraient les réactions au sein de Syriza à ce qui constitue une négation des objectifs proclamés ? Avant le vote a été publié un appel d'une majorité de membres du comité central de Syriza (109 sur 201) condamnant l'acceptation du mémorandum, ce qui dépasse de très loin l'influence de la seule Plateforme de gauche. De même, de nombreuses sections ont fait connaître leur désaccord strict. Tsipras a tout de même réussi à limiter les défections : 123 députés de la coalition Syriza-Anel ont voté le mémorandum, 32 votant non, 6 abstentions et 1 absente. Mais ce sont les voix pro-troïka de la réaction, unanime, qui ont assuré la large approbation du mémorandum.

### Questions à gauche

Même si, à gauche, certains pensent la situation éclaircie,

LA BCE TIRE LES LEÇONS DU RÉFÉRENDUM...



Syriza tombant le masque ouvrant une autoroute pour la gauche anticapitaliste, la situation est en fait très complexe, ne serait-ce que parce qu'on ne peut pas dire qu'un Premier ministre, qui à la fois condamne et applique des attaques anti-ouvrières imposées un revolver sur la tempe, est passé définitivement du côté de l'ordre bourgeois. Tsipras peut d'ailleurs s'appuyer sur un sondage sorti ce week-end : 70 % des personnes interrogées approuvent l'accord signé, même dans ces conditions draconiennes (63 % des électeurs Syriza, 80 % de la droite), et au niveau des intentions de vote, c'est 42,5 % pour Syriza si de nouvelles élections avaient lieu...

Fort de tels chiffres, Tsipras annonce la nouvelle ligne : il s'est battu pour éviter la catastrophe qu'aurait été l'exclusion de la zone euro, il se battra désormais pour appliquer un mémorandum avec le moins de souffrance possible

pour les couches populaires. Et du coup, l'offensive est lancée contre la Plateforme de gauche, avec chantage à la démission de Tsipras. Face à cette offensive généralisée, le dirigeant de la Plateforme de gauche, Lafazanis, est en situation difficile, expliquant qu'il peut très bien être contre le mémorandum et les mesures en découlant, mais qu'il soutient le gouvernement ! Dans ces conditions, Tsipras a pu remplacer les trois ministres qui ont voté Non le 15 juillet au Parlement sans que cela ne provoque de révolte de masse dans Syriza. Mais en cet instant, nul n'est en mesure de prédire quelles seront les évolutions au sein de Syriza. Un nouveau Comité central pourrait avoir lieu le week-end prochain...

### Quels axes ?

En fait, tout Syriza – mais aussi une bonne partie de la gauche anticapitaliste, sans oublier le KKE – reste dans le cadre rappelé

la semaine passée par Merkel : on ne peut et rester dans l'euro et refuser l'austérité. La direction de Syriza a donc rejoint les positions de l'inévitable austérité pour rester dans la zone euro. La Plateforme de gauche et Antarsya affirment quant à elles que pour refuser l'austérité, il faut la quitter, alimentant à leur manière un repli défensif qui pour l'heure continue à ne pas convaincre grand monde. Or, de très nombreux commentaires politiques, revenant sur le chantage au Grexit que quasiment personne ne voulait au sein des instances européennes, permettent d'entrevoir quelques pistes : d'abord le fait qu'il y avait une autre voie possible pour le gouvernement que de céder aux terribles pressions de la troïka, en portant la crise au sein des directions bourgeoises plutôt qu'au sein de la gauche grecque. Et insistant sur l'inflexibilité idiote du ministre des finances allemand Schäuble, différentes critiques – dont un ancien responsable du FMI – expliquent que c'est l'Allemagne qu'il faut expulser de la zone euro !

Alors, face au risque de voir des (ex)dirigeants de la troïka comme Hollande ou même Strauss-Kahn jouer le rôle de réformateurs progressistes de l'Europe, c'est au mouvement ouvrier et à la gauche radicale et révolutionnaire de refuser les reculs favorisant les réflexes nationalistes, et de se battre pour une Europe solidaire contre l'austérité.

### D'Athènes, A. Sartzekis

1 – Pour signer la pétition : <http://www.npa2009.org/agir/grece-solidarite-avec-les-prisonniers-du-15-juillet-contre-la-violence-policiere>  
Voir aussi nos tribunes venues de Grèce en page 10.

## FINANCE

# Canicule et orage...

La mise en scène par les politiciens et les médias de la tragédie grecque tend à en faire un événement aux arcanes mystérieux dont le peuple grec serait responsable et coupable, inévitable victime expiatoire...

3.78	3.72	0.00	701	000570	苏常柴A	5.53	5.55	5.46
7.20	7.17	0.00	708	000571	新大洲A	5.23	5.24	5.16
6.90	6.80	0.00	336	000572	海马汽车	3.30	3.30	3.26
5.33	5.27	-0.01	524	000573	粤宏远A	4.40	4.40	4.31
4.63	4.61	-0.01	1228	000576	ST甘化	6.81	6.81	6.75
4.16	24.01	-0.02	15910	000581	威孚高科	31.30	31.30	31.20
15	15.30	0.03	16311	000582	北海港	0.00	0.00	100000
67	8.47	0.00				5.97	5.97	5.94
5	6.72	0.00				2.60	2.61	2.56
	8.38	0.00				1.85	5.86	5.78

Au casino de la bourse de Shanghai, rien ne va plus... DR

**S**auf que les travailleurs et les classes populaires, en rien responsables et coupables, sont victimes de la politique de la bourgeoisie grecque et de son État, alliés et complices de la bourgeoisie financière qui entraîne le monde dans une folle danse macabre.

### Une arme contre les peuples

La crise grecque est un concentré de la folie qui habite l'économie mondiale. Sa dette n'est pas une exception, elle est une alerte face à l'évolution de l'ensemble de l'économie mondiale entièrement dominée par la sangsue de la finance.

La dette n'est pas une faute commise par des peuples ou des États qui vivraient au-dessus de leurs moyens, c'est un instrument de domination économique et politique entre les mains de l'oligarchie financière pour s'approprier une part croissante des



# Un monde à changer

**CAS D'EAU.** Dans un courrier adressé à la ministre de l'Écologie Ségolène Royal et rendu public il y a quelques jours, Didier Migaud, le Premier président de la Cour des comptes a dénoncé les dérives de la facturation de l'eau en France.

Les agences de l'eau perçoivent les redevances des consommateurs d'eau et distribuent les subventions, les aides, aux collectivités. Ainsi, la Cour des comptes a examiné de près les six agences régionales qui couvrent le territoire national : Adour-Garonne, Artois-Picardie, Loire-Bretagne, Rhin-Meuse, Rhône Méditerranée et Corse, Seine-Normandie. Et le constat est sévère : ces agences ont perçu 2,2 milliards d'euros de redevances... et versé 1,9 milliards d'aides en 2013. Entre 2007 et 2013, ces redevances ont d'ailleurs augmenté de 24%, ce qui leur a procuré une « aisance financière certaine », comme le souligne joliment la Cour des comptes.

La Cour des comptes critique aussi le montant élevé des dépenses de communication et d'aide internationale dont le montant s'est élevé à

145 millions d'euros entre 2007 et 2012.

Magnanime, le courrier nous apprend aussi que les dépenses de personnel ont augmenté de 13% à périmètre constant entre 2008 et 2012. En guise d'explication, la Cour des comptes met en cause le statut des agents qui n'inciterait pas à la mobilité, et préconise de mettre fin aux recrutements aux conditions actuelles du statut... Une rengaine bien connue. Et, dénonçant l'insuffisance du contrôle de gestion, la Cour des comptes propose la mutualisation inter-agences pour faire baisser les coûts de fonctionnement... Ça aussi, on sait souvent par quoi cela se traduit.

Dans sa réponse, Ségolène Royal a promis de travailler à la mise en œuvre des recommandations du rapport publié en février par la Cour des comptes... Mais d'un véritable service public de l'eau, associant en particulier gratuitement pour les usagers et véritable contrôle public, pas plus Migaud que Royal n'a visiblement envie d'en discuter.

## DETTE PUBLIQUE GRECQUE **Restructurer ou annuler?**

*La dette publique grecque est insoutenable. C'est clairement reconnu par le FMI, la Banque centrale européenne (BCE), les USA, et même désormais par le gouvernement allemand. Pourtant, l'accord du 13 juillet ne comprend aucune clause sur la dette...*

Il est seulement indiqué que des « mesures additionnelles » d'allègement de dette pourraient être envisagées si le gouvernement grec tenait ses engagements. Pour des raisons politiques, il était hors de question pour les gouvernements européens de faire la moindre « concession » à Tsipras sur la dette. L'enjeu était d'humilier et d'obtenir une capitulation totale associée à une mise sous tutelle du pays.

Entre 1950 et 1980, la dette publique grecque est restée stable autour de 25% du PIB. Sous Papandréou père, la crise et les taux d'intérêts élevés ont fait exploser la dette qui a atteint 100% du PIB au début des années 1990. Après une période de stabilité entre 1993 et 2007, la dette s'est envolée à 170% du PIB en 2011. C'est la conséquence de la crise mondiale, qui a été considérablement accentuée en Grèce par le cadre de l'euro.

La dette a alors été restructurée en 2012, non pas par générosité, mais pour tenter de la rendre « soutenable », c'est-à-dire que la Grèce continue à payer (un maximum) sans faire défaut. Les créanciers privés (principalement les banques) ont subi une perte d'environ 50% de leurs créances. 107 milliards de dette ont été effacés. Concrètement, les créanciers ont échangé leurs anciennes obligations contre



des nouvelles de valeur plus faible et de durée plus longue. En outre, les créanciers publics se sont substitués aux créanciers privés. Aujourd'hui, les États européens, via le FESF (fonds européen de stabilité financière) ou par des prêts bilatéraux, détiennent environ 60% de la dette grecque, et la BCE et le FMI un peu moins de 10% chacun. La Grèce « bénéficie » en outre d'une période de grâce (suspension des remboursements) de 10 ans pour les prêts du FESF.

### Non à la restructuration, oui à l'annulation totale!

Aujourd'hui, la dette publique est plus faible qu'avant la restructuration de 2012, mais comme le PIB a chuté en parallèle, elle n'a pas baissé en pourcentage du PIB. Elle est de 315 milliards, soit plus de 175% du PIB. Elle est donc toujours insoutenable et une nouvelle restructuration est objectivement nécessaire.

Le FMI anticipe désormais une dette à 200% du PIB d'ici deux

ans, et suggère trois solutions pour rendre soutenable la dette : une période de grâce de 30 ans sur les prêts européens, des transferts annuels européens à la Grèce ou un effacement (« haircut ») partiel de la dette de l'ordre de 30% du PIB (environ 50 milliards). La piste des transferts est hors sujet car il faudrait qu'il existe un État européen fédéral. Celle d'un haircut est explicitement exclue par l'accord du 13 juillet. La seule piste envisageable est celle d'une restructuration sans effacement de la dette : suspension de certains remboursements, baisse des taux d'intérêts, etc.

Restructurer la dette, c'est le traitement classique d'une dette insoutenable dans un cadre capitaliste. C'est la solution défendue par les libéraux et les antilibéraux, avec des nuances sur l'importance de la restructuration. Mais la logique est la même : alléger le fardeau sans le faire disparaître, pour que le système continue à fonctionner. Notre logique est opposée : annuler totalement la dette pour que le fardeau disparaisse. Cela implique de dynamiser le système pour en construire un autre, émancipé du crédit lucratif et de la propriété capitaliste.

**Gaston Lefranc**

richesses en soumettant les États comme les particuliers.

La dette lui sert à alimenter et accroître ses profits alors que le capitalisme stagne dans une crise endémique. C'est l'enfant monstrueux de l'intervention des États pour subventionner le capital en empruntant aux banques privées. La course au profit se nourrit d'une explosion du crédit et d'un endettement généralisé tant des États que des particuliers qui permettent aux financiers de s'assurer le contrôle de la société pour s'approprier toujours plus de richesses.

### D'Athènes à Shanghai

Alors que se discutait le diktat des créanciers à la Grèce, en Chine se déroulait un krach boursier gigantesque. En à peine trois semaines, 3 000 milliards de dollars se sont évaporés. Et la chute se poursuit.. La bulle qui s'est créée sur les

marchés et explose aujourd'hui est la résultante de la bulle de crédit qui s'est accumulée en Chine depuis des années. Alors qu'il avait déjà financé l'expansion par la dette, le gouvernement chinois a, après la crise financière, accentué cette politique du crédit abondant pour soutenir l'économie. Il s'est endetté à hauteur de plus de 240% de son PIB. Tous les gouvernements locaux et les entreprises publiques ont suivi le même chemin. L'emballement boursier encouragé par l'État devait permettre de financer cette fuite en avant... Jusqu'à la chute. Et pour tenter d'endiguer la panique, la banque de Chine déverse des liquidités, comme les créanciers de la Grèce financent l'État grec pour qu'ils les remboursent en pillant le peuple... C'est la même politique qui est à l'œuvre partout sur la planète : pas un seul territoire n'échappe aux rapaces, pas une seule goutte du profit, fruit

de travail humain. Le crédit et la dette sont de gigantesques moyens de transférer les richesses produites entre les mains de ceux qui contrôlent la finance.

### La purge nécessaire

Aujourd'hui, les organisateurs de ce pillage mondialisé ne peuvent cacher leurs inquiétudes. Qu'un petit pays de 10 millions d'habitants soit mis en faillite par ses propres créanciers, et c'est tout le château de cartes des crédits et des dettes, qui n'ont d'autre garantie que des crédits et des dettes, qui menace de s'effondrer...

Les USA s'inquiètent : Jack Lew, le secrétaire au Trésor américain, discute directement avec Tsipras, et fait pression sur Schäuble. Mario Draghi, le patron de la Banque centrale européenne, est obligé de se mouiller, comme Lagarde l'a été. « La question sera quelle est la meilleure forme d'allègement ». Oui, tous savent que

d'un moment à l'autre l'édifice peut s'effondrer mais comment réduire la dette sans provoquer soi-même la crise de confiance, la panique, dans un univers qui ne connaît d'autre mode de régulation que le krach. Leur seule réponse pour donner confiance aux créanciers et au marché est de faire payer les classes exploitées, la fuite en avant.

La seule réponse répondant aux besoins de la société est démocratique : l'intervention des travailleurs et des classes populaires pour annuler la dette, prendre le contrôle du crédit, de la finance en socialisant les banques en un monopole public bancaire. Une telle politique ne peut se mener au seul niveau de la Grèce, mais les travailleurs grecs pourraient en prendre l'initiative en en appelant aux classes ouvrières d'Europe pour en finir avec la troïka et la domination de la finance.

**Yvan Lemaître**

## Le chiffre 0,75%

Ce sera le taux de rémunération du livret A à partir de ce 1<sup>er</sup> août, chiffre annoncé par le ministère des Finances. Après inflation, son rendement tombera donc à 0,4% puisque les prix à la consommation ont progressé de 0,3% en juin en rythme annuel, selon l'Insee. Il y a 61,6 millions de Livret A, soit quasiment autant que de Français. L'épargne populaire est dans le collimateur.

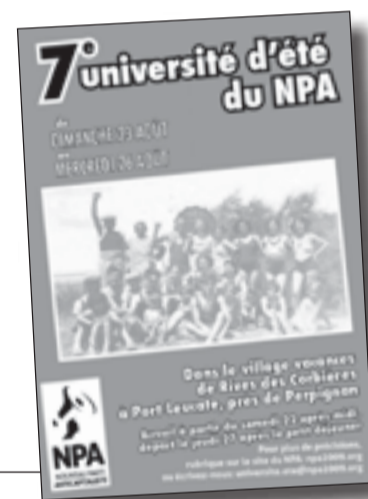


## Agenda

**Du dimanche 26 juillet au samedi 1<sup>er</sup> août, les Rencontres internationales de jeunes, Belgique.**

Programme : <http://www.npa2009.org/agir/recontres-internationales-de-jeunes-2015-le-programme>. Plus d'infos : [contact-jeunes@npa2009.org](mailto:contact-jeunes@npa2009.org)

**Du samedi 22 au jeudi 27 août, 7<sup>e</sup> Université d'été du NPA, Port-Leucate.** Plus d'infos et inscription en ligne : <http://www.npa2009.org/agir/universite-dete-2015>



## NO COMMENT

*À tous les naïfs qui prétendent que le djihad de l'État islamique se situe loin de chez nous. Des attentats dans plusieurs États européens, un homme décapité en France, des camps d'entraînement aux portes de l'Union européenne... Les preuves sont là!*

NADINE MORANO sur sa page Facebook  
lundi 20 juillet

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
0148 70 42 27  
[redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

**Diffusion :**  
0148 70 42 31  
[diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**Administration :**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Manu Bichindaritz

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 22  
Fax : 0148 59 23 28  
Mail : [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)





## FN Être ou ne pas être europhobe...



Le FN en mode slalom. DR

La situation actuelle, plus particulièrement la façon dont la « crise grecque » est médiatiquement et politiquement traitée, est plutôt favorable à l'extrême droite française...

**A**longueur de journée, des commentateurs bourgeois assimilent le FN à Syriza. Après les propos insupportables de Macron, le titre encore plus insupportable du magazine de droite *le Point* du 9 juillet : une Une ornée de la photo d'Alexis Tsipras et d'un titre clamant : « Tsipras, Iglesias, Mélenchon, Le Pen – Les charlatans contre l'Europe. » À l'évidence, présenter le FN comme un parti contestataire, et suggérer en même temps que la recherche d'une alternative conduit au FN, ne peut que le rendre sympathique aux yeux de beaucoup.

Le FN effectue beaucoup de zig-zagues dans ses déclarations officielles à propos de la Grèce. Fin janvier, Marine Le Pen avait ainsi prétendu se réjouir de la victoire électorale de Syriza... mais début février, un communiqué du FN s'était violemment opposé à la demande grecque de remise en cause de la dette, demande présentée comme « irresponsable ». Deux positions en contradiction ouverte. Aujourd'hui, les zig-zagues continuent. Une partie des dirigeants du FN, notamment Florian Philippot, ont réagi avec triomphalisme au référendum grec : « le début de la fin de la zone euro ».

Mais ces déclarations grandiloquentes ne visent jamais à soutenir le contenu social du discours de Syriza, uniquement le supposé projet de rupture avec l'euro, voire avec l'Union européenne, déplaçant ainsi tout le débat sur la « question nationale ».

Or, à l'intérieur du FN, on appuie sur la pédale de frein : pas question pour certains d'apparaître comme des irresponsables qui prennent le risque de déclencher une crise monétaire en minant la confiance dans l'euro. Le petit patronat, dont une partie est aujourd'hui proche du FN, notamment autour de Marion Maréchal-Le Pen, mais aussi les retraités, exigent la prudence : pas question de voir leurs économies dévalorisées !

### En sortir ou pas ?

Ainsi Marine Le Pen a pris position après le référendum, en considérant que la Grèce ne devait pas quitter l'euro dans l'immédiat. Une solution que le FN a pourtant toujours mise en avant (tout en précisant qu'il préférerait une « dissolution concertée » de la zone euro), mais qui pourrait affecter des banques françaises : étant parmi les gros créanciers de la Grèce, celles-ci souhaitent éviter le risque d'un défaut de paiement.

Du coup, même le très enthousiaste Florian Philippot déclare maintenant : « Le scénario qu'il faut éviter, c'est que les Grecs soient jetés en dehors de l'euro », cela avant de cependant dénoncer l'accord de Bruxelles du 13 juillet (« euro-kiri »...).

Carl Lang, le président du groupuscule fasciste Parti de France, une scission à droite du FN, tente d'utiliser la situation pour accroître la pression sur le FN. Dans une vidéo du 19 juillet, il reproche à Florian Philippot et Marine Le Pen de s'être « alignés sur un discours d'extrême gauche », celui de Tsipras, et d'agir en « irresponsables ». Lang, qui tente de s'adresser aux militants les plus durs du FN, ceux qui refusent la « dédialisation », souligne qu'il est « opposé par principe » à la monnaie unique... mais qu'il considère aussi qu'une sortie française de l'euro aurait aujourd'hui des « effets néfastes »...

Bertold du Ryon

# PS-LES RÉPUBLICAINS Union nationale contre le peuple grec

L'Assemblée nationale et le Sénat se sont donc exprimés, à titre consultatif, sur l'accord que l'union européenne a imposé à la Grèce. Sans surprise, les deux principaux partis institutionnels, à une très large majorité, ont approuvé cet accord.

### Grandiloquence des mots...

Le plus ravi de tous est François Hollande, qui ne cache pas son enthousiasme : « cet accord, la France le voulait, il permet à la Grèce de rester dans la zone euro et c'était l'objectif ». Emporté par le récit de son épopée personnelle, il ajoute, sans que l'on voit franchement le lien : « ce qui nous dépasse tous, c'est la patrie »... C'est vrai qu'il a des raisons d'être content. D'abord, il a resserré son camp autour de sa personne, neutralisant les « frondeurs » et ouvrant une perspective pour sa candidature à la présidentielle de 2017. Manuel Valls a même estimé que « le chef de l'État s'est hissé au niveau de l'histoire » ! Ensuite, la croissance revient un peu, et même si ça n'a aucun effet sur la décroissance du chômage, il pense que c'est bon pour lui. Enfin, de jouer le flic gentil au côté de Merkel lui permet d'affirmer qu'il a ressoudé le couple franco-allemand. Être aujourd'hui sur la photo, puis dans les annales de l'histoire européenne comme bon négociateur, ami du vaincu et du vainqueur, ça peut avoir de l'importance pour la suite.

À droite, il y a eu un léger « couac » avec Sarkozy qui n'a pas pu s'empêcher de donner bruyamment son avis... pas forcément partagé dans son camp : « le gouvernement grec a suspendu de fait de lui-même l'appartenance à la zone euro ». Du coup, le patron des Républicains n'a officiellement pas donné de consigne de vote. Une majorité

des élus de droite s'est cependant prononcée pour cet accord, même si c'est dans ses rangs qu'il y a eu le plus d'opposition.

Malgré tout, ce qui ressort de ce vote consultatif, c'est que l'union nationale, leur union sacrée, s'est renforcée dans son hostilité contre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Un vote pour conjurer leur peur, la mémoire du Non au référendum sur le Traité constitutionnel européen en 2005 est encore présente, leur peur de voir ébranler leur outil européen de domination par l'irruption de la volonté populaire. Et comme dans l'ensemble des parlements où ce vote a lieu, c'est aussi un avertissement à l'ensemble des peuples européens : en dehors de l'Union européenne, point de salut.

### ... Pour la défense inconditionnelle du système

Sur le dépeçage de la Grèce et la défense du système capitaliste, PS et Républicains auraient pu faire une déclaration commune. À droite, Bruno Le Maire affirme : « je voterai pour car une sortie de la Grèce de la zone euro présente des risques économiques et politiques considérables ». En écho, Valls analyse que « la sortie pour la première fois de son histoire, d'un pays de la zone euro représente un risque pour la croissance et l'économie mondiale. Et un risque politique ». Le risque économique existe pour les entreprises françaises et allemandes qui font des affaires en



À Paris ou à Bruxelles Hollande a fait le job... DR

Grèce : Après avoir imposé dans le 1<sup>er</sup> mémorandum la poursuite des ventes d'armes à la Grèce, elles achètent beaucoup et à bas prix les biens communs de la Grèce. De plus, si le Grexit avait eu lieu, assorti de créations d'emplois en quantité, sans doute que le nombre de jeunes hautement diplômés qui émigrent notamment en Allemagne et y perçoivent des salaires mensuels de 5 à 600 euros en moyenne se serait tari.

Enfin, les banques ont besoin que la Grèce continue de payer encore et encore sa dette, une source de revenus considérable, et les nouvelles privatisations imposées servent essentiellement à rembourser cette dette. Au-delà de l'intérêt sonnante et trébuchante des capitalistes français et allemands, la question de l'annulation de la dette est d'abord et avant tout

une question politique : liquider la souveraineté et tout ce qui fait société dans un pays, pour que tous les autres hésitent à défendre leurs choix démocratiques, pourtant légitimes, contre l'arrogance des traités européens. Dans la violence de l'attaque de classe contre nous tous, la droite et la gauche aux affaires avancent main dans la main.

Celui qui aura été le meilleur médiateur des bourgeoisies européennes contre le peuple grec, qui a finalement permis, avec cynisme, la reddition de Tsipras, c'est bien Hollande et son gouvernement. C'est d'abord contre lui que nous devons construire une opposition sans concession au service de nos intérêts, avec autant de détermination qu'ils bâtissent leur union nationale contre notre classe.

Roseline Vachetta

## FRONT DE GAUCHE

# Accord ou désaccords ?

Il n'y a donc pas que la stratégie électorale, en particulier dans le rapport au PS, qui divise au sein du Front de gauche. L'accord signé entre le gouvernement Tsipras et l'Union européenne en est une nouvelle illustration.

**L**e 19 juin, une tribune avait été publiée dans *Libération* demandant à Hollande de prendre « une initiative politique de nature à débloquent les négociations entre l'Eurogroupe et les autorités grecques » ainsi que de « refuser de participer à la stratégie d'isolement de la Grèce ». Quelques jours plus tard, le lundi 22 juin, à quelques heures d'un énième sommet de la zone euro consacré à la Grèce, une délégation des signataires avait été reçue par Hollande lui-même. Conduite par Pierre Laurent et constituée entre autre de Clémentine Autain, Éric Coquerel, Pierre Larouturou, Gus Massiah et Julien Bayou, cette délégation semblait confiante quant au rôle positif de Hollande pour garder la Grèce dans l'eurozone... Mais à quel prix pour les Grecs ? Quelques jours plus tard, au vu du résultat des négociations, la plupart des membres de cette délégation ont été refroidis... Visiblement pas tous !

Une semaine après la victoire populaire et de classe du Non Grec, le moins que l'on puisse dire est que les réactions au sein du Front de gauche n'ont pas été homogènes concernant les négociations, puis l'accord conclu. Dès le dimanche 12 juillet au soir, le Parti de gauche a dénoncé un « coup d'État orchestré par madame Merkel avec la complicité de monsieur Hollande », sans pour autant déjuger Tsipras : « Notre solidarité avec Tsipras est acquise. Elle n'est



Lundi 22 juin une délégation de gauche dans les ors de la République. DR

pas en jeu », assurait Mélenchon, préférant comme à son habitude taper sur l'Allemagne et épargnant au passage Hollande.

Le lendemain, l'enthousiaste Pierre Laurent soutenait l'accord entre Bruxelles et Tsipras et félicitait Hollande... « Ce qui vient d'être obtenu l'a été grâce au courage d'Alexis Tsipras, de son peuple et de l'engagement de la France ». André Chassaigne, président des députés Front de gauche à l'Assemblée nationale, dénonçait un « mauvais accord »... mais proposait à son groupe de voter pour « dans la mesure où Alexis Tsipras vote cet accord », contre la position

de Marie-George Buffet, opposée à une « politique d'austérité appliquée de manière autoritaire aux peuples d'Europe ».

### Il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis ?

Après quelques pirouettes, Pierre Laurent a finalement rétro-pédalé, et mercredi 15 juillet a dénoncé « le contenu d'un accord qui a été conçu par les dirigeants allemands en tout point pour humilier le peuple grec ». Seulement « allemands » ? À l'unisson, quelques heures avant le vote, les députés Front de gauche se sont mis d'accord pour voter contre.

André Chassaigne s'est justifié : son « premier réflexe, en apprenant qu'il y avait accord, que la Grèce n'allait pas être éjectée de l'euro et que l'asphyxie financière semblait évitée, était de marquer ma solidarité avec Alexis Tsipras, qui a eu un immense courage, beaucoup d'intelligence et de détermination ». Il explique avoir ensuite « découvert le contenu du texte, le pire jamais vu ». Et au final, le jour du vote à l'Assemblée, il n'a pas eu de mots assez durs contre un accord de « soumission, d'humiliation et de libéralisation »...

Derrière ces désaccords autour de l'accord s'invitent aussi ceux sur la question de l'euro. Contrairement au Parti de gauche, le PCF ne s'inscrit pas dans une sortie de l'euro en cas d'échec dans l'établissement d'un rapport de forces au sein de la zone euro. Un désaccord stratégique qui d'ailleurs ne questionne pas seulement le Front de gauche mais l'ensemble des forces qui luttent pour une alternative à l'austérité. Comment articuler lutte sociale et politique au plan national et au plan européen ? Quelle attitude face à l'euro et à l'Union européenne ? Quelle alternative politique ? Loin des gesticulations et valse-hésitations, un débat qui nous concerne aussi.

Sandra Demarcq



# IRAN USA et mollahs condamnés à s'entendre

Historique et prévisible, l'accord conclu à Vienne le 14 juillet par la République islamique d'Iran et le groupe des 5+1 (cinq états membres du conseil de sécurité de l'ONU plus l'Allemagne) signe le nouveau statut de la mollaharchie au Moyen-Orient.

Cet accord voulu par le Guide de la Révolution Ali Khameneï, premier personnage de la République islamique et par la Maison-Blanche s'inscrit dans la suite logique du texte signé en avril dernier à Lausanne. Il est l'aboutissement de deux années de négociations et met fin à plus de 12 ans de crises sur le nucléaire iranien.

## Accord historique, intérêts communs

Ce compromis historique, le premier depuis 36 ans, est le produit des bouleversements qui frappent le Moyen-Orient, conséquences des interventions impérialistes qui ont déstabilisé la région, de l'offensive néolibérale des dernières décennies, de la corruption des élites dirigeantes, du caractère dictatorial des États de la région et des soulèvements populaires au Maghreb et au Moyen-Orient. Téhéran et Washington se sont découverts des intérêts communs en Afghanistan puis en Irak. Mais ce sont la décomposition des États irakien et yéménite, la perte de contrôle du régime d'Assad sur une grande partie du territoire syrien et l'émergence de Daesh qui ont accéléré ce rapprochement. D'autant plus que l'impérialisme étatsunien et la République islamique ont désormais un ennemi commun : l'État islamique. Dans ce contexte, le régime de Téhéran fait figure de puissance régionale incontournable. Par cet accord, l'administration étatsunienne cherche à intégrer davantage la République islamique à son dispositif, mais cela ne va pas sans contradiction, comme l'indique l'hostilité de l'État colonialiste d'Israël et celle des monarchies réactionnaires du golfe.



L'accord de Vienne permet aux puissances impérialistes de brider et contrôler le programme nucléaire de Téhéran. Les inspecteurs de l'AIEA auront accès aux sites nucléaires et à certains sites militaires. Téhéran devra réduire le nombre de centrifugeuses (de plus de 19 000 à 5 000) et diminuer fortement son stock d'uranium enrichi. L'enrichissement d'uranium sera limité à 3,67% pendant quinze ans et sur le seul site de Natanz.

## La mollaharchie victorieuse ?

En échange, Téhéran obtient la levée progressive des sanctions adoptées par l'Union européenne et les États-Unis visant les secteurs de la finance, de l'énergie et du transport. La mollaharchie pourra disposer des avoirs de l'État iranien estimés à 150 milliards de dollars et bloqués aux États-Unis depuis 1979. Enfin, la République

islamique, qui pourra vendre ses hydrocarbures sans limitation, entend profiter de son « retour en grâce » pour ouvrir le marché intérieur aux multinationales déjà sur les rangs. Par contre, les sanctions relatives aux missiles balistiques et aux importations d'armes offensives sont maintenues. Le transfert de matériels sensibles pouvant contribuer au programme balistique iranien sera interdit pendant huit ans. La vente ou le transfert de certaines armes lourdes de et vers l'Iran resteront interdits pendant cinq ans.

Sur le plan interne le régime présente ces accords comme une victoire. La mollaharchie a toujours justifié les difficultés économiques et sociales du pays par le poids des sanctions et l'hostilité des grandes puissances. La levée des sanctions iniques qui ont frappé les peuples d'Iran est une

bonne chose. En effet, les sanctions pèsent fortement sur l'économie du pays et alimentent chômage, hyperinflation et pénuries. Elles ont conduit à l'explosion du marché noir largement contrôlé par les Gardiens de la Révolution dont la direction s'est considérablement enrichi.

## Pour la liberté, l'égalité et la justice sociale

La levée des sanctions et l'accès aux avoirs bloqués redonneront au régime des mollahs des marges pour mener sa politique clientéliste. Celui-ci pourra accroître son soutien à la dictature d'Assad et au Hezbollah libanais qui combattent sauvagement le peuple syrien. La mollaharchie pourra également augmenter l'aide matérielle et humaine apporté au gouvernement irakien et aux milices chiïtes qui, sous couvert de lutte contre Daesh, mènent la guerre contre les populations sunnites. Enfin, en miroir de la politique saoudienne, Téhéran va poursuivre son action déstabilisatrice au Yémen et à Bahreïn. La politique régionale de la mollaharchie s'inscrit dans une guerre indirecte contre la monarchie ultra réactionnaire des Saoud. Téhéran et Riyad sont les principaux soutiens des courants réactionnaires de l'islam politique et favorisent les logiques d'affrontements sectaires et inter religieux qui mettent la région à feu et à sang.

Sur le plan intérieur, l'accord peut ouvrir de nouveaux espaces à celles et ceux qui veulent en finir avec la mollaharchie. En effet, le régime aura plus de mal à justifier ses échecs et sa corruption par la politique des grandes puissances. Les revendications sociales et démocratiques chercheront à s'exprimer davantage, ce d'autant plus que durant plusieurs décennies, le régime a dépensé en pure perte des centaines de milliards de dollars pour son programme nucléaire.

Les aspirations à la liberté, l'égalité et la justice sociale, sont fortes, et les peuples d'Iran saisiront toutes les possibilités pour mettre fin à l'ordre théocratique et dictatorial imposé par la République islamique.

Babak Kia

# ROYAUME-UNI Cameron s'acharne contre les syndicats

Le 16 juillet, le Premier ministre britannique David Cameron a présenté un projet de loi qui limiterait encore plus le droit de grève. Pourtant, depuis les violentes attaques des gouvernements Thatcher des années 1980, le Royaume-Uni possède déjà une des législations les plus draconiennes d'Europe.



Londres contre l'austérité le samedi 20 juin. DR

Aujourd'hui, la loi impose un vote à bulletin secret par la poste, l'obligation d'obtenir au moins 50% des votants pour la grève et un préavis de grève 7 jours à l'avance. Introduite par les conservateurs, cette loi n'a jamais été abrogée par les gouvernements travaillistes de Blair ou de Brown.

Dans le nouveau projet de loi, pour qu'une grève soit déclarée légale, la participation au vote devrait atteindre 50%, et pour les services publics (transports, santé, éducation...), au moins 40% de l'ensemble des syndiqués concernés devraient voter en faveur de la grève. L'appel à la grève devrait être annoncé 14 jours à l'avance, ce qui permettrait entre-temps aux patrons de faire pression sur les salariés mais aussi de profiter d'une autre clause de la loi qui leur permettrait de s'adresser aux agences d'intérim pour remplacer les grévistes... Enfin, les infractions aux lois sur les piquets de grève relèveraient du pénal ! Une dernière proposition concerne le financement du Parti travailliste. Aujourd'hui, la plupart des syndicats versent une partie des cotisations de leurs adhérents au Parti travailliste qui reçoit ainsi 50 millions d'euros, sa première source de financement. Les conservateurs souhaiteraient diminuer fortement cette somme.

L'opposition travailliste convertie au social-libéralisme, les directions syndicales pour la plupart très timorées et seulement 700 000 journées de grève l'an dernier (13 millions dans les années 1970). Alors pourquoi cette nouvelle loi ? Défense des « familles qui travaillent » et des « usagers », dit Cameron. Quelle hypocrisie de la part du premier casseur des services publics ces dernières années ! Quant au seuil des 40%, argument démocratique, fallait-il l'appliquer aux dernières élections où les conservateurs ont été élus avec seulement 25% des inscrits ?

## La riposte

Les vraies raisons se trouvent dans la concurrence toujours plus exacerbée qui oblige chaque puissance capitaliste à grignoter encore plus les acquis sociaux. Le chiffre de 13 millions de syndiqués en 1980 a certes fondu mais il y en a encore 6,5 millions, et dans un sondage récent, 80% de la population estimaient que « les syndicats sont essentiels pour la protection des intérêts des travailleurs ». La nouvelle loi est en quelque sorte une frappe préventive pour de nouvelles attaques.

Samedi 20 juin, à l'appel du People's Assembly, un regroupement de syndicats et de forces politiques à gauche du Parti travailliste, jusqu'à 250 000 personnes ont manifesté contre l'austérité et le gouvernement. Le 9 juillet, les travailleurs du métro de Londres ont fait grève dans l'unité contre les conditions de l'introduction d'un service de nuit à l'automne. Tous les syndicats et toutes les catégories du métro ont arrêté le travail, aucun train n'a roulé, et pas une seule station n'a ouvert ses grilles. Du jamais vu depuis au moins 1989, peut-être depuis la grande grève générale de 1926 ! Les médias français ont répété la rengaine des « usagers exaspérés ou en colère », mais sur place, surtout dans les quartiers populaires, la majorité des usagers soutenait la grève.

Comme la trioka avec le peuple grec, Cameron et les siens ne se satisfont pas d'obliger le mouvement ouvrier à mettre un genou par terre, et veulent le mettre KO afin de laisser la voie libre à toutes les contre-réformes dont ils rêvent. Pas sûr que les travailleurs britanniques se laissent faire.

Ross Harrold

# JAPON Remilitarisation au forceps

Le Premier ministre japonais veut imposer une nouvelle loi militariste face à une opposition pacifiste massive.

Depuis des années, la droite nipponne tente de faire accepter à la population une rupture radicale avec ses convictions pacifistes, forgées par la prise de conscience du désastre que représenta la période 1937-1945. Dans cette entreprise, tout est bon : dramatisation de la montée des tensions géopolitiques dans la région ; déclarations négationnistes visant à banaliser les crimes commis sous le régime impérial ; exaltation du nationalisme de puissance et recours aux sectes ou associations, telles la puissance Nihon Kaigi ; intervention sur les programmes scolaires en histoire, manipulation des symboles, rupture du tabou concernant l'arme nucléaire ; « réinterprétation » de l'article 9 de la Constitution de 1947 renonçant à la guerre...

Bien qu'elles n'aient cessé de renforcer leur capacité, le rôle des Forces d'autodéfense (FAD, le nom officiel de l'armée) est resté très délimité, centré sur l'archipel. Les premières interventions extérieures ne remontent qu'à 1992, dans le cadre onusien et en dehors des zones de combat, dépendant à chaque fois

d'une décision parlementaire. En juillet 2014, la « réinterprétation » de l'article 9 avait permis à Shinzo Abe, Premier ministre japonais, de donner au Japon le droit de participer à des systèmes de défense collective. Il a maintenant décidé de franchir un pas décisif en faisant adopter une nouvelle loi permettant aux FAD d'être déployées à l'étranger pour peu que « la survie du Japon soit menacée ». La dite « survie » pouvant être « menacée » de bien des façons (approvisionnement énergétique, etc.), il s'agit en fait d'un blanc seing.

## Une opposition populaire pacifiste

Shinzo Abe peut s'appuyer sur Washington, qui souhaite que Tokyo joue un rôle plus actif en ce domaine, et sur les majorités parlementaires. Il a obtenu le 16 juillet un premier vote favorable à la Chambre basse. Les textes doivent maintenant passer devant la Chambre haute. L'objectif est d'obtenir une adoption définitive à marche forcée dès septembre. Ce que le Premier ministre n'avait pas prévu, c'est l'ampleur de l'opposition pacifiste qui allait se manifester dans



Par dizaines de milliers dans la rue pour la paix. DR

le pays, malgré des années de propagande militariste. Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté contre le projet de loi, entourant notamment le Parlement le 16 juillet aux cris de « Abe démission ! », « Non à la guerre ! ».

La très grande majorité des juristes ont souligné que tout cela était inconstitutionnel, contredisant l'article 9. De nombreux universitaires et intellectuels se mobilisent. Seuls 18% des Japonais approuvent le projet, selon un sondage de la chaîne de télévision publique NHK en date du 12 juillet, et la cote de popularité de Shinzo Abe est tombée à 41%.

L'offensive du gouvernement Abe ne se limite pas au seul rôle des FAD. Il

veut imposer dans l'île méridionale d'Okinawa un redéploiement d'une base militaire étatsunienne, mais il n'a toujours pas réussi à briser la résistance de la population et des élus locaux. Il introduit des lois sécuritaires (onze textes de plus ont été adoptés le 16 juillet) qui visent notamment à interdire de façon discrétionnaire – au nom de la sécurité nationale – la publication d'information qui mettrait en cause le système, y compris l'industrie nucléaire. Militarisme extérieur, autoritarisme intérieur, restriction des libertés civiques, reconstruction d'une histoire officielle et d'une idéologie nationaliste forment un tout.

Pierre Rousset



I L Y A 7 0 A N S



HIROSHIMA

NAGASAKI

le début de l'équilibre de la terreur nucléaire

## Le terrorisme de masse contre les peuples

**L**es 6 et 9 août 1945, les USA larguaient deux bombes atomiques, « Little Boy » sur Hiroshima, et « Fatman » sur Nagasaki. La défaite japonaise était alors déjà certaine. Il s'agissait de prouver aux yeux de la planète que l'armée de la première puissance mondiale maîtrisait une arme nouvelle, particulièrement puissante et meurtrière, dans le but de terroriser et de couper court à toutes les révoltes.

Le monde entrait dans l'âge atomique et avec lui dans l'ère de sa possible destruction. La terreur nucléaire, la question lancinante de la possibilité de l'extermination de masse à une échelle jamais atteinte, devenait un des déterminants essentiels des relations internationales.

Depuis l'arsenal nucléaire est devenu bien plus important, malgré les efforts des USA et de l'URSS pour empêcher d'autres États d'accéder à l'arme nucléaire avec le traité de non-prolifération nucléaire (TNP).

Au début de l'année 2015, neuf États – États-Unis, Russie, Royaume-Uni, France, Chine, Inde, Pakistan, Israël et la République populaire démocratique de Corée (Corée du Nord) – détenaient environ 15 850 armes nucléaires, dont 4 300 déployées avec des forces opérationnelles, selon le centre de recherche suédois Sipri (Stockholm international peace research institute). Certes, le nombre total d'ogives nucléaires

dans le monde est en baisse du fait des accords entre les États-Unis et la Russie, mais c'est une pure hypocrisie puisque l'un comme l'autre consacrent des milliards au renouvellement et à la modernisation de leurs arsenaux. Les arsenaux des autres États dotés de l'arme nucléaire sont beaucoup plus petits, mais tous développent ou déploient de nouveaux systèmes ou se proposent de le faire.

Il y a une légère hausse de l'arsenal nucléaire militaire de la Chine qui, elle aussi, modernise ses forces avec de nouveaux missiles à têtes multiples, dits « mirvés » (de l'anglais Mirv pour Multiple independently targeted reentry vehicle) équipés de plusieurs têtes, nucléaires ou conventionnelles, qui suivent chacune leur trajectoire lors de leur entrée dans l'atmosphère. L'Inde possède 90 à 110 têtes nucléaires et le Pakistan 100 à 120, tandis que la Corée du Nord posséderait 6 à 8 bombes atomiques.

Les puissances destructrices accumulées ont été décuplées. Le principe de cette course aux armements nucléaires est celui de la Mutual assured destruction (Mad), la « destruction mutuelle assurée » qui prétend dissuader l'adversaire par l'équilibre de la terreur, la certitude qu'il sera lui aussi détruit.

Un concentré de la folie capitaliste, la course aux armements... pour prétendument faire la paix !  
Yvan Lemaître

## LES VÉRITABLES RAISONS DES BOMBARDEMENTS ATOMIQUES

Les 6 et 9 août 1945, en quelques secondes, les vies d'au moins 150 000 Japonais furent anéanties. Dans les semaines et mois qui suivirent, des dizaines de milliers encore sont morts, souvent dans d'atroces souffrances...

**A**ujourd'hui, comme à l'époque dans le camp des alliés, on trouve encore des hommes politiques et des « experts », qui affirment que, malgré l'horreur, les bombardements étaient nécessaires pour éviter la mort de centaines de milliers de soldats et de civils dans une guerre très longue. Cet argument est faux, et cache les véritables motivations du gouvernement américain.

### « Montrer sa force »

En août 1945, replié sur les principales îles et la Mandchourie, le Japon n'était plus en mesure d'offrir une résistance conséquente. Huit millions et demi de Japonais avaient fui les villes. La production de guerre était réduite à peu de choses. Dans les raffineries de pétrole, la production avait été réduite de 83%, la production des moteurs d'avion de 75%, celle des cellules d'avion de 60%. 600 usines importantes avaient été détruites, 90% des navires avaient été coulés. Une étude menée par l'armée américaine après la guerre concluait que même sans les bombes, le Japon aurait certainement capitulé avant le 31 décembre, peut-être même avant le 1<sup>er</sup> novembre. Dans ses mémoires, le général Eisenhower parlait de sa « conviction que le Japon était déjà battu, que le bombardement était complètement inutile » et que « l'utilisation d'une bombe (n'était) pas nécessaire pour sauver la vie des Américains. » Plus loin, il ajoute que le général MacArthur (l'officier le plus haut gradé dans le théâtre des opérations en Pacifique) « pensait que le bombardement était complètement



À Nagasaki, un torii miraculeusement debout après l'explosion et le gigantesque incendie. DR

inutile d'un point de vue militaire. » Enfin, les États-Unis avaient percé les codes des communications japonaises et savaient que le Japon cherchait à négocier et envisageait même de se rendre. Certains analystes évoquent l'argument qu'après avoir dépensé des sommes colossales pour développer la bombe, il fallait quand même s'en servir, ou que le largage des bombes permettait d'observer l'impact en situation réelle de cette nouvelle arme. D'ailleurs, les deux villes avaient été épargnées des bombardements « classiques » infligés aux autres villes japonaises... afin de mieux mesurer

les effets de la bombe atomique ? Il est tout à fait possible que de tels arguments cyniques aient pesé dans la décision. Dans une conversation avec le président Truman le 6 juin 1945, le ministre des Affaires étrangères, Henry Stimson dit : « Je craignais qu'avant d'être prêt, l'Armée de l'Air ait tellement détruit le Japon que la nouvelle arme ne bénéficie pas d'une situation suffisamment crédible pour montrer sa force. » Face à cette remarque, le président « a ri en disant qu'il comprenait. » Enfin, en matière de cynisme et de brutalité, les alliés avaient déjà montré leur capacité à terroriser les populations civiles avec des armes

## EINSTEIN ET LA BOMBE

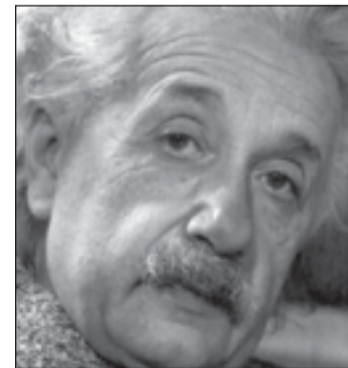
En août 1939, les physiciens Leo Szilard, Edward Teller et Eugène Wigner (réfugiés hongrois du nazisme) avaient la conviction que l'Allemagne nazie travaillait au développement d'armes atomiques, et ont donc décidé de persuader Albert Einstein, le physicien le plus célèbre de l'époque et « père » de la physique nucléaire, d'écrire au président Roosevelt.

**D**ans une lettre rédigée par Szilard, Einstein avertira le président du danger et lui demandera d'accélérer les recherches afin de devancer l'Allemagne.

Pourtant, Einstein était pacifiste pendant la Première guerre mondiale et très antimilitariste, écrivant en 1934 : « La pire des institutions grégaires se prénomme l'armée. Je la hais. Si un homme peut éprouver quelque plaisir à défilier en rang aux sons d'une musique, je méprise cet homme... Il ne mérite pas un cerveau humain puisqu'une moelle épinière le satisfait. Nous devrions faire disparaître le plus rapidement possible ce cancer de la civilisation. »

### « Une grande erreur »

Après la défaite du nazisme et à l'approche de la fin de



L'erreur est humaine... DR

l'affrontement avec le Japon, Szilard est devenu très inquiet et en juillet 1945, avec 70 autres scientifiques travaillant sur le projet de la bombe, a envoyé une nouvelle lettre, cette fois au président Truman, afin de le dissuader de l'éventuelle utilisation de la bombe sur les villes japonaises. D'autres scientifiques

ont proposé que la bombe soit employée sur une zone inhabitée afin d'avertir les Japonais de ce qu'ils risquaient. Mais les appels ne furent pas entendus.

Après la guerre, Einstein militera pour le désarmement nucléaire jusqu'à sa mort en 1955. Peu avant, il avouera à son ami Linus Pauling : « J'ai fait une grande erreur dans ma vie quand j'ai signé cette lettre (de 1939). » Quant à Szilard qui avait été très impliqué dans le développement de la bombe, il dira après la guerre : « Si les Allemands avaient largué des bombes atomiques à notre place, nous aurions qualifié de crimes de guerre les bombardements atomiques sur des villes, nous aurions condamné à mort les coupables allemands lors du procès de Nuremberg et les aurions pendus. »  
Ross Harrold



## AU BORD DE L'ABÎME...

*Dans la vision du monde des chefs d'État à l'époque de la guerre froide, la bombe atomique est présentée comme un « instrument de paix », une « arme politique », destinée à montrer ses forces (potentielles) mais surtout pas à être utilisée, chaque partie d'un conflit militaire potentiel cherchant à éviter sa propre mort.*

**P**ourtant, le monde a été proche de l'abîme, à plusieurs reprises suite à des événements potentiellement lourds de conséquences et, surtout, révélateurs de la perversité du système.

Du 2 au 11 novembre 1983, la guerre nucléaire a ainsi failli éclater. L'Otan effectua de grandes manœuvres militaires intitulées « *Able Archer 1983* » (« Archer habile ») dans plusieurs parties de l'Europe de l'Ouest, ce qui impliquaient la simulation d'une attaque nucléaire contre l'URSS. Au début de l'exercice, les troupes de l'Otan avaient suivi la consigne de couper la totalité des communications radio et de simuler le niveau d'alerte le plus élevé. Or, en raison d'une erreur d'analyse, le KGB soviétique – qui n'arrivait plus à tirer d'information des communications de l'adversaire – a considéré pendant plusieurs jours que le niveau d'alerte était réel, et qu'il s'agissait d'une attaque militaire authentique en préparation. Une dizaine d'avions soviétiques stationnés en Pologne et en RDA furent alors dotés de têtes nucléaires. L'escalade put être stoppée parce que d'autres analyses parvinrent à la direction du KGB. Un mois et demi plus tôt, le 26 septembre 1983, l'escalade guerrière avait également pu être évitée in extremis. Elle s'était engagée du fait d'erreurs d'interprétation d'images satellites soviétiques...

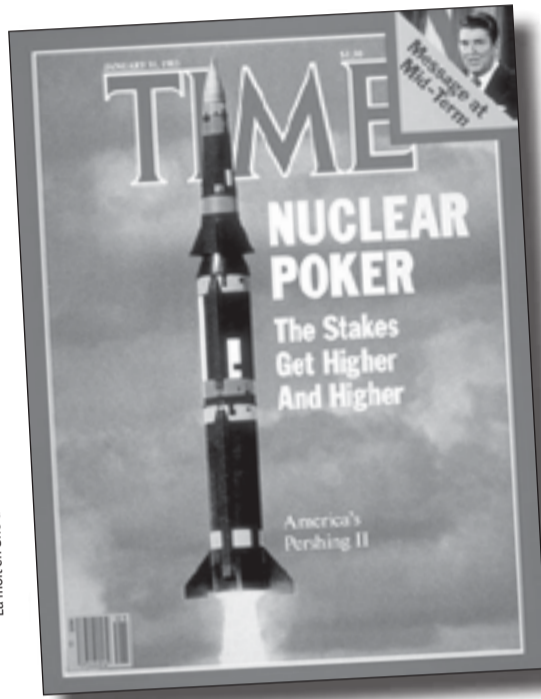
### La folie de la dissuasion

Au-delà d'événements accidentels, le contexte politique et militaire avait grandement favorisé un tel risque. Le climat général était tendu : le 1<sup>er</sup> septembre de la même année, l'URSS avait abattu

un avion civil sud-coréen (269 personnes à bord) sur l'océan Pacifique, estimant probablement qu'il s'agissait d'un avion d'espionnage étatsunien. Mais un autre facteur pesait plus lourd encore. Depuis l'élection du nouveau président Ronald Reagan en novembre 1980, et le lancement d'un gigantesque programme de réarmement, des cercles politiques et militaires influents aux USA avaient entamé une réflexion sur le thème : « *Comment rendre gérable, et gagnable, une guerre nucléaire ?* » Jusqu'au milieu des années 1980, le programme connu sous le nom de « *Star Wars* » (« Guerre des étoiles ») et le sigle SDI (pour « Initiative de défense stratégique ») visait à développer des boucliers sous forme de satellites spatiaux afin d'empêcher des fusées soviétiques d'atteindre

leurs cibles nord-américaines. La fin de la guerre froide a éloigné la menace à court terme d'une guerre nucléaire, sans pour autant que la politique de la dissuasion nucléaire soit remise en cause, bien au contraire. Ainsi, en avril 1986, lors du bombardement des villes libyennes de Tripoli et Benghazi – pour « se venger » d'un attentat terroriste attribué à Kadhafi – les USA firent monter les têtes nucléaires sur des fusées placées dans le sud-ouest de l'Allemagne fédérale, n'étant pas certains de la réaction soviétique. Aujourd'hui, ce n'est plus une guerre entre deux blocs qui nous menace, mais toujours les mêmes folles élucubrations militaristes exacerbées par la montée des tensions internationales.

**Bertold du Ryon**



La mort en Une du Time en 1983.

## La « peste atomique », plus jamais ça !

**L**e journaliste australien Wilfred Burchett a été le premier correspondant occidental à arriver à Hiroshima un mois après l'explosion : « *Hiroshima ne ressemble pas à une ville bombardée. On a l'impression qu'un rouleau compresseur gigantesque est passé sur la ville jusqu'à la faire disparaître. Sur le premier terrain d'essai de la bombe atomique, je vois la dévastation la plus terrible et la plus effrayante depuis quatre ans de guerre. Les champs de bataille du Pacifique, c'est le jardin d'Eden à côté d'ici. (...) À l'hôpital, j'ai trouvé des gens qui n'ont souffert d'aucune blessure quand la bombe est tombée mais qui meurent actuellement de séquelles troublantes. À Hiroshima, trente jours après la première bombe atomique qui détruisit la ville et fit trembler le monde, des gens qui n'avaient pas été atteints pendant le cataclysme sont encore aujourd'hui en train de mourir mystérieusement, horriblement, d'un mal inconnu pour lequel je n'ai pas d'autre nom que celui de peste atomique. Sans aucune raison apparente, ils s'affaiblissent. Ils perdent l'appétit. Ils perdent leurs cheveux. Des taches bleuâtres apparaissent sur leur corps, puis ils commencent à saigner des oreilles, du nez, de la bouche. Au début les médecins me disaient qu'ils pensaient que c'étaient des symptômes d'un affaiblissement général. Ils donnaient des injections de vitamine A, mais les résultats étaient horribles. La chair commençait à pourrir autour du trou laissé par l'aiguille de la seringue. Dans tous les cas la victime meurt.* »

## QUI VEUT LA PAIX PRÉPARE LA RÉVOLUTION...

*Le terrorisme de masse qu'exercent les grandes puissances est effacé du discours comme de l'histoire officiels. La propagande impérialiste et libérale se prévaut de la démocratie, de la paix. Le terrorisme est toujours le fait des opprimés ou de ceux qui prétendent agir en leur nom. Il désigne l'ennemi des puissances dominantes.*

**L**e terrorisme des grandes puissances occidentales, qui jusqu'alors ont dominé le monde et se battent pour perpétuer cette domination, se dissimulent derrière le droit international, la défense de leur ordre mondial, de leur paix. « *D'Hiroshima à la guerre des drones* », pour reprendre l'expression de Noam Chomsky et d'André Vltchek, se déroule cette longue histoire dissimulée, jalonnée par les meurtres de masse, le terrorisme des maîtres du monde. Il s'agit d'actes de guerre rendus possibles par la puissance économique d'un État qui peut utiliser des outils technologiques qui lui permettent de frapper à distance, « *la guerre chirurgicale* » ainsi qu'elle fut qualifiée lors de la première guerre du Golfe. L'arme nucléaire n'est d'aucune utilité dans le déroulement des conflits actuels, ce qui pour certains accrédite l'idée d'un possible désarmement nucléaire... Sauf qu'elle fait partie du rapport de forces. C'est bien pourquoi la chute du Mur de Berlin n'a pas abouti au désarmement nucléaire que la Russie avait prétendu initier. Les accords START (traité de réduction des armes stratégiques) signés par la France, ne sont qu'un moyen pour les détenteurs de l'arme atomique d'en garder le monopole, tout en prétendant qu'elle ne sera jamais employée !

### Une manne pour le secteur militaro-industriel

En France, la loi de programmation militaire annonce 23,3 milliards

d'euros pour la période 2014-2019, sans parler de ce qui est caché dans d'autres chapitres budgétaires. L'instabilité croissante du nouvel ordre mondial rend la stratégie de la dissuasion très improbable et accroît les risques d'utilisation d'armes atomiques, ainsi que celui de prolifération et de terrorisme nucléaire. Il est vain de croire qu'un désarmement nucléaire serait possible. Un monde sans armes nucléaires restera un vœu pieu tant que la menace militaire ou la guerre seront la principale méthode de régulation des rapports entre puissances. Et par deux fois, les États impérialistes ont fait le choix de plonger le monde dans une guerre mondiale pour s'arracher des marchés, se partager le monde et sortir de leur crise. Comment croire, alors que nous sommes dans une nouvelle crise mondialisée, que le système monétaire et financier peut s'écrouler d'un jour à l'autre, que l'on pourrait enrayer un nouveau processus qui mènerait à la guerre sans s'attaquer aux fauteurs de guerre ? La grande majorité de la population, de la jeunesse, sont sincèrement pacifistes, mais les aspirations à la paix ne peuvent avoir de force que si elle dépendent du bon vouloir des fauteurs de guerre. « *Qui veut la paix prépare la guerre* », disent les militaristes pour justifier leur politique. Nous disons, nous, que qui veut la paix ne doit pas craindre la lutte, la guerre de classe... et préparer la révolution.

**Yvan Lemaitre**

## LA BOMBE DE LA FRANCE COLONIALE

*La France, ses vins, ses fromages... et sa « force de frappe ». C'est sur un air quasi folklorique que certainEs considèrent l'existence d'un arsenal d'armes nucléaires en France, arsenal dont Hollande a récemment développé les perspectives.*

**A**insi, une partie de la gauche l'a toujours défendue, et sa préservation était déjà prévue dans le « Programme commun » du PS et du PCF. Après la Seconde Guerre mondiale, la France avait été tenue à l'écart de la coopération américano-britannique en matière de nucléaire militaire. La France a donc conduit ses propres recherches pour accéder à la bombe nucléaire, partageant ses résultats avec les Israéliens alors que l'État sioniste s'acheminait lui aussi vers la bombe. En France, la décision d'aboutir à la bombe a été prise en 1954, suite à la défaite en Indochine, et poursuivie par le gouvernement du « socialiste » Guy Mollet en 1956. Elle ne sera officialisée qu'en 1958 par de Gaulle.

### Algérie, Polynésie...

Les tests nucléaires se déroulent alors à Reggane, dans la région



Le 27 décembre 1960 près de Reggane dans le sud algérien, 3<sup>e</sup> explosion de la bombe A française. DR

de Béchar, dans le Sahara algérien. La première bombe A y explose en février 1960. Malgré

l'indépendance de l'Algérie, les tests nucléaires français continuent dans ce pays jusqu'en 1966

(les tests en plein air étant remplacés par des tests souterrains dans le massif du Hoggar) en raison d'une clause secrète dans les accords d'Évian. Les tests d'armes chimiques français y continueront même jusqu'en 1972. En juin 2001, un article du journal algérien *Liberté* évoque la contamination radioactive persistant dans la région de Béchar, notamment le danger pour le bétail. Après 1966 et jusqu'en 1996, pendant trente ans, les tests nucléaires – environ 200 – continueront en Polynésie, contaminant notamment l'atoll de Mururoa. Plusieurs procès de victimes d'irradiation (dont d'anciens soldats exposés aux retombées radioactives) sont actuellement en cours. Et le 13 février dernier, 9 victimes – sur 17 plaignants au total – ont gagné leur procès à Bordeaux et doivent ainsi être indemnisées. D'autres sont en attente à Rennes, Lille et Toulouse.

**Bertold du Ryon**



MARSEILLE (13)

## À la rencontre des luttes

Philippe Poutou était à Marseille ce 17 juillet pour échanger avec les militantEs locaux et des syndicalistes qui se battent contre les politiques patronales et gouvernementales.

D'abord, Édouard et Philippe, qui occupent depuis 20 mois, avec une trentaine de camarades, les Moulins Maurel, condamnés à la fermeture par le Groupe NutriXo. Grâce à la lutte, une reprise d'activité devrait se concrétiser, en dépit de « l'aide » gouvernementale qui s'est surtout traduite par l'envoi d'une compagnie de CRS en octobre dernier... Marc, responsable CGT de la FNAC, secrétaire d'UL, témoigne des conséquences de la loi Macron et de l'extension du travail du dimanche qui a entraîné un mouvement de grève à 80 % dans son magasin. Avec les suppressions d'emplois, est-ce que les salariéEs viendront consommer le dimanche ? Évelyne, infirmière psy, militante CGT (et PCF), revient sur la loi Santé de Touraine, qui programme la mise à mort de l'hôpital public, et l'aggravation qui en résultera, en particulier pour la population la plus précarisée. Elle note combien le chantage exercé sur le peuple Grec et celui exercé sur les hôpitaux est étrangement le même... Fabien est délégué CGT de Saint-Louis Sucre, condamnée à abandonner le raffinage pour le seul conditionnement. La direction, dont l'objectif est de fermer l'usine, envisage de faire venir le sucre raffiné du nord du pays, ce qui se traduirait par la circulation de 1400 camions. Le plan alternatif des salariéEs pourrait pérenniser et développer l'emploi et l'activité portuaire.

### Convergences et contre-offensive

Un postier, militant à Sud PTT, a évoqué la lutte contre les restructurations, suppressions de postes et de tournées de distribution, dégradation des conditions de travail, développement des contrats précaires. Face aux grèves et collectifs d'usagerEs solidaires, la direction joue la répression. Mais les postierEs réagissent : le 13 juillet dernier, un « bal contre la répression » a rassemblé plusieurs dizaines de personnes, premier pas vers un collectif unifiant les luttes des salariéEs contre la répression. Une répression antisyndicale également illustrée par David, licencié d'une entreprise d'entretien d'espaces verts pour y avoir monté une section CGT<sup>1</sup>. Philippe a aussi pu faire part à une journaliste de *La Marseillaise* des positions du NPA sur la convergence des luttes et la contre-offensive que les organisations syndicales devraient construire de façon urgente. Et bien d'autres questions encore, sur la Grèce ou sur la santé de notre parti. C'est finalement après une rencontre avec quelques camarades du département, axée sur les problèmes de construction du parti, que s'est conclue cette journée de débats et de rencontres à renouveler au plus tôt.

**Déa, Ernesto et Jean-Marie**

1 - Rassemblement de soutien lors de son passage au prud'hommes vendredi 31 juillet à partir de 8h30 au 6 rue Rigord « Le Phocéien », 13007 Marseille.

MIGRANT-E-S

# La lutte est à un tournant

Depuis l'évacuation du campement de La Chapelle, début juin, près de 700 migrantEs ont été dispersés dans des centres d'hébergement. Ils seront bientôt mille, car le campement d'Austerlitz va être évacué avec le soutien des associations...

Pardon ! Le terme utilisé est « mise à l'abri ». L'argument est de mieux en mieux rodé du côté des différents acteurs de ces opérations : c'est faire preuve d'humanité que de répartir les migrantEs dans des centres d'hébergement plutôt que les laisser à la rue. Présenté comme cela, l'argument semble imparable. Mais fondamentalement les migrantEs exigent bien plus qu'un abri temporaire : ils et elles demandent des droits, à circuler et/ou à s'installer. Alors la question réelle est la suivante : est-ce que ces centres d'hébergements sont des solutions temporaires facilitant une solution pérenne... ou des obstacles à leur régularisation ? Et l'autre question est : y a-t-il une alternative ?

### Trier et expulser plus vite...

La réponse à la première question est en train d'être fournie par le gouvernement qui a fait voter le mercredi 15 juillet une réforme du droit d'asile et fait discuter à l'Assemblée depuis le début de la semaine une nouvelle loi sur les droits des étrangers. La logique de la première loi est d'accélérer les procédures et, selon les termes même de Cazeneuve, de rendre plus efficace l'expulsion des déboutés du droit d'asile. Bref, on trie plus vite pour expulser plus vite.

La seconde loi, dans la même logique, va bien plus loin. Donnant des pouvoirs accrus de surveillance et de contrôle aux préfetures (via l'école, la sécurité sociale, EDF, le contrôle des hébergements...), elle précarise tous les étrangers susceptibles d'être « expulsables » à tout moment. Tout en ouvrant de nouvelles brèches pour le développement d'une société de contrôle et de répression.

La « solution » des centres d'hébergement, soutenue par des associations et des organisations politiques et menée en concertation avec les autorités, prend alors toute sa signification. Fragmentant les migrantEs, elle brise leur capacité collective d'imposer un rapport de forces vis-à-vis des



À Pajol le campement continue. DR

autorités. Elle les soumet individuellement à une orientation politique qui limite l'accès à la régularisation.

### Retour à la Halle Pajol

Y a-t-il une alternative ? Car en l'absence de celle-ci, on comprend facilement que les migrantEs acceptent la solution des centres d'hébergement, d'une part parce que c'est quand même préférable à la rue, d'autre part parce qu'ils et elles pensent entamer ainsi le processus vers leur régularisation. Depuis deux mois, l'alternative est sans doute plutôt incarnée par la lutte menée dans le 18<sup>ème</sup> arrondissement de Paris. Les quinze derniers jours l'illustrent en partie. Le soir même de la dernière évacuation en date, le 9 juillet, une manifestation de plusieurs centaines de personnes, partie de République et censée s'arrêter à Barbès, revenait à la Halle Pajol. Le campement s'est réinstallé rapidement et compte maintenant plus

de 200 migrantEs, pour beaucoup des nouveaux et des nouvelles. Une nouvelle manifestation a eu lieu une semaine plus tard. Une fête a rassemblé des centaines de migrantEs et soutiens le 14 juillet. En lien avec Vintimille à la frontière italienne, des mobilisations devraient avoir lieu le week-end du 25 et 26 juillet. Même si elles sont parfois chaotiques, les assemblées réunissent actuellement de nombreux migrantEs. Mais cela ne suffira pas. Il y a actuellement plus de migrantEs dans les centres d'hébergement que sur le campement. Le campement se renouvelle, lui, à chaque évacuation, menaçant en permanence, par la pression des problèmes quotidiens, de tomber dans une gestion uniquement humanitaire.

### Soutenir et encourager la lutte collective

La capacité des migrantEs à construire un rapport de forces et à poser de manière collective leurs revendications rend désormais urgente et incontournable leur organisation sur chaque centre et la coordination entre les centres et le campement. Nous en sommes encore loin. Des points d'appui existent parce que des migrantEs hébergés reviennent régulièrement sur le campement

et que des contacts existent avec des migrantEs dans de nombreux centres.

À défaut, le campement deviendra une simple zone d'attente – hypothétique – vers des centres d'hébergement, et les migrantEs dans les centres seront totalement soumis à la gestion individuelle et administrative de leur situation. C'est aussi une nécessité pour les soutiens. En l'absence d'une organisation collective des migrantEs, quelle que soient nos intentions, nous serons conduits à reproduire vis-à-vis des migrantEs les rapports de domination qui sont dans la logique même d'une politique qui justifie le contrôle de l'immigration par le gouvernement. Soutenir et encourager une lutte collective des migrantEs en lien avec le mouvement des sans-papiers, relier cette lutte à Calais ou Vintimille, mais aussi aux luttes syndicales, en premier lieu dans les secteurs où la nouvelle loi exige la collaboration des personnels avec la préfecture pour dénoncer les migrantEs, voilà ce que devraient défendre activement les organisations de gauche. Contre toute complicité avec l'État.

**Denis Godard**

Voir aussi interview de Yousif Fathelrahman (Fathi) en page 12

## FORD BLANQUEFORT (33) Pour l'emploi, mettre la pression sur Ford et les pouvoirs publics

Le comité d'entreprise et le syndicat CGT-Ford ont attaqué la multinationale au tribunal pour non-respect de ses engagements sur le maintien de 1000 emplois minimum acté par un accord en mai 2013.

L'audience au tribunal s'est déroulée le 29 juin et a été bien médiatisée. Cela a eu au moins le mérite de « réveiller » le préfet qui a le jour même proposé une rencontre à l'intersyndicale pour le 9 juillet... Il a été évidemment question de l'avenir du site et des emplois.

Depuis près d'un an, nous dénonçons le reniement de Ford, la suppression régulière d'emplois au fil des mois (« départs naturels »), l'absence de visibilité pour les années qui viennent, l'insuffisance d'investissements, et en conséquence l'avenir

précaire et dangereux qui nous est préparé. Les pouvoirs publics ont donné beaucoup d'argent, et sont aujourd'hui complètement silencieux et absents du débat. Donc, nous syndicalistes CGT, essayons par tous les moyens de faire bouger les choses.

### La colère doit s'exprimer

Pourtant conscients que Ford nous baratine une nouvelle fois, les collègues sont malheureusement résignés, mais aussi contents de nos actions. L'activité du moment se traduit par des conditions de travail difficiles, des heures et jours supplémentaires, des



En octobre dernier, les Ford mettaient la pression au Mondial de l'auto. PHOTO:THÉÂTRE ROUGE/JMB

pressions hiérarchiques, un chantage sur la compétitivité qui se renforce... Tout cela n'aide pas à la mobilisation. L'idée est de ne pas laisser faire, et de résister à la propagande patronale par des tracts réguliers, par la contestation

permanente de la politique de Ford, y compris au tribunal. On fait avec les moyens du bord, espérant que la colère et le ras-le-bol des salariéEs s'exprime et change la donne. À suivre.

**Philippe Poutou**

POLLUTION

## La prise de conscience par le portefeuille!

Nous toussons, nos enfants sont asthmatiques, nos parents meurent de cancer du poumon ou d'accident vasculaire cérébral, mais nous ne sommes que « le peuple », qui en a vu d'autres... Et ce n'est pas un rapport de plus qui pourrait pousser un gouvernement, fût-il socialiste, à prendre de vraies mesures pour lutter contre la pollution de l'air...

Tout cela, Ségolène Royal le sait bien : elle est contre l'« écologie punitive », contre la circulation alternée qui s'en prendrait au

droit imprescriptible de circuler, même si tous les accidents de voiture ne sont pas ceux que l'on croit, et elle diminue même de 15% le budget d'Airparif...



# SANTÉ **Le DésOrdre médical**

**Entretien. Bernard Coadou** est médecin à la retraite dans la région bordelaise, mais militant à plein temps...

**Tu es poursuivi par le conseil de l'ordre des médecins. Peux-tu nous dire pourquoi et ce que tu risques ?**

Après mon départ à la retraite en 2011, j'ai décidé en 2012 de ne plus payer volontairement de cotisation à l'ordre des médecins de Gironde qui, durant les 40 ans de ma pratique médicale, a été un obstacle à franchir et non une aide pour mon exercice. Nous avons bataillé dur contre ce syndicat obligatoire dans les années 80-90... La gauche avait promis de le supprimer, mais a renié ses promesses.

Je pensais que l'ordre des médecins de Gironde allait me laisser tranquille. Depuis 3 ans, ils me harcèlent et tentent de me faire plier, avec envoi d'huissier, etc. Je ne risque plus rien professionnellement car je n'ai plus d'exercice médical rémunéré, mais je dois en principe continuer à leur payer une cotisation, sauf si je déclare que je ne suis plus médecin... Ce qui m'empêcherait entre autres de poursuivre mon travail associatif au Sénégal (qui se fait depuis 1990).

**Si tout le monde a entendu parlé de l'Ordre des médecins, on connaît moins ses activités, ses origines...**

Il est né le 7 octobre 1940 et s'est comporté assez souvent « en harmonie » avec l'occupant nazi et le pouvoir pétainiste de l'époque. Il n'a pas du tout été un bouclier défenseur de l'éthique médicale alors bafouée. Nous avons de multiples exemples, et nous allons en découvrir d'autres en demandant d'ouvrir les archives ordinaires.

Par la suite, il a réussi à se maintenir et à réunir en son sein de multiples pouvoirs : réglementaire, exécutif, judiciaire. Il se comporte en véritable lobby, apeurant les médecins et influençant les différents pouvoirs politiques qui se succèdent depuis des décennies.

**Tu as fait partie d'un mouvement de médecins qui a contesté cet ordre sur la base d'une autre idée de la médecine...**

Nous avons été des centaines à résister à cet authentique SOM (Syndicat obligatoire des médecins) qui s'est opposé à la médecine de groupe, à la libéralisation de la contraception et de l'avortement, à l'accès à la prévention et aux soins pour tous, plus récemment à la généralisation du tiers payant, etc. Il veut que nous financions sa propagande très souvent contraire à nos propres idées.

**Qu'en est-il de cette résistance aujourd'hui ?**

La résistance semblait éteinte mais il n'est pas impossible qu'une « étincelle » mette à feu le feu à toute la plaine. Nous ferons le point dans quelques mois.

La magnifique résistance des infirmiers à leur ordre créé en 2006 (sur 600 000, ils sont 430 000 à ne pas payer la cotisation obligatoire) va très certainement aider à la démarche de « DésOrdre médical » qui

redémarre : nous travaillons à établir des convergences.

La montée en puissance de mon comité de soutien (560 membres à ce jour, constitué par mes connaissances professionnelles ou associatives dont je rétablis le lien au jour le jour) et les prises de position d'organisations au moment de mon procès en fin d'année 2015, vont permettre que se tienne non seulement le procès du médecin retraité que je suis (sans espoir du côté judiciaire, le règlement c'est le règlement...) mais aussi celui de l'institution ordinaire et de sa légitimité. D'ores et déjà, nous préparons pour le mercredi 7 octobre quelques initiatives publiques à Bordeaux... Nous en reparlerons !

**Propos recueillis par Isabelle Ufferte**

Animé par l'association « La Santé Un Droit Pour Tous », un comité de soutien « Pour la liberté associative et syndicale » est constitué. Pour plus d'informations, le rejoindre, etc. : par mail [santedroitpourtous33@gmail.com](mailto:santedroitpourtous33@gmail.com), par courrier au 6 rue de Balaclava 33800 Bordeaux, par téléphone au 06 70 54 76 85.



PERPIGNAN (66)

## Victoire de la solidarité !

*Le 15 juillet se tenait le procès de Denis Lambert, membre du Comité de soutien au Collectif des sans-papiers, poursuivi pour avoir hébergé une famille arménienne (dont deux jeunes enfants) déboutée du droit d'asile (voir L'Anticapitaliste n°298).*



DR

*par la défense, il n'y avait pas lieu de poursuivre ».*

Une décision joyeusement et bruyamment saluée par les manifestantEs rassemblés en soutien à Denis.

Pourtant, toute cette affaire avait été minutieusement montée par la police et un substitut du procureur dans le but d'intimider le collectif et ses soutiens. Certes, le dossier était incohérent, l'acharnement judiciaire aurait tourné à la farce, mais c'est surtout grâce à la mobilisation autour de Denis que cette victoire a été remportée.

**«La solidarité n'est pas un délit»**

En quelques jours, 2 500 signatures pour la pétition, une déclaration nationale signée par des organisations en début d'audience qu'« au vu des conclusions déposées

soutien du Syndicat de la magistrature et du Syndicat des avocats de France. Georges Gumpel, membre du BN de l'UJFP, s'est déplacé pour témoigner qu'enfant juif, il avait été caché en 1943-44 et que lui-même avait hébergé des sans-papiers. Une affaire assez emblématique pour que les médias nationaux s'en fassent l'écho.

Le soutien a aussi franchi les frontières : trois conseillers municipaux de Barcelone ont apporté leur soutien ainsi que de nombreux artistes de Catalogne Sud.

À l'issue du procès, le collectif déclarait « [sortir] renforcé de cet épisode, plus que jamais déterminé à exiger un traitement humain et une solution durable qui passe par des régularisations... La solidarité n'est pas un délit ».

**CorrespondantEs**

## RÉPRESSION «Le bal des réprimés», une réussite politique et festive

*Organiser un tel «bal» lundi 13 juillet, au milieu du pont du 14 juillet, était une petite gageure. Le collectif anti-répression, qui regroupe des organisations syndicales (Solidaires et plusieurs fédérations SUD, des fédérations ou des syndicats CGT, la Confédération paysanne...) et des partis politiques dont le NPA, a osé.*

**S**ur l'esplanade du parc de Belleville avec l'aide d'une association de quartier qui avait aussi fait connaître cette initiative, nous avons installé une scène, des stands pour se ravitailler autour d'un « poulet thaï » spécialité de Sud Rail, un barbecue et une buvette. Plus de 400 personnes en ont profité tout au



Solidarité avec les réprimés. DR

long de la soirée. Les différentes prises de paroles ont permis de dénoncer les diverses facettes de l'offensive patronale et gouverne-

mentale contre le monde du travail, contre toutes celles et ceux qui veulent résister. Des inculpés de Tarnac, qui ont une prochaine échéance judiciaire en 2016, ont démonté les méthodes de l'appareil de répression policier et judiciaire. Condamné à deux mois de prison fermes et 4 mois avec sursis suite aux manifestations de solidarité avec les anti-barrage de Sivens après la mort de Rémi Fraisse, Gaétan a dénoncé les interdictions de plus en plus fréquentes du droit de manifester. Une représentante des Roses d'acier (collectif de prostituées chinoises sans-papiers de Belleville) a raconté leur mobilisation contre le harcèlement policier visant à « nettoyer le quartier ». Puis Yann, postier révoqué pour activités syndicales, a rappelé que si son cas était une première depuis 1951, le harcèlement et le licenciement des syndicalistes et des salariéEs qui luttent sont les méthodes habituelles de La Poste. Enfin Fred, qui a porté plainte pour une grave blessure à l'œil assénée par un coup de matraque policière pendant une manif de solidarité avec les migrantEs à Paris, a rappelé les responsabilités de l'État français dans les migrations et dénoncé l'offensive contre les migrantES et leurs soutiens pour les rendre invisibles.

**Ne pas baisser la tête**

Après un premier set musical, deux militantes de la Confédération paysanne inculpées pour leur combat contre la ferme des Millevaches, ont décrit les enjeux écologiques et sociaux de la lutte contre l'agriculture productiviste. Un enseignant d'un collège de Colombes menacé de sanctions disciplinaires pour avoir fait grève en défense de l'Éducation prioritaire est revenu sur le combat similaire des enseignants de Bellefontaine à Toulouse dont une enseignante est en grève de la faim depuis 23 jours pour exiger l'annulation des sanctions. Enfin des militantEs de No border à Calais, du collectif 8 juillet de Montreuil qui regroupe les victimes de flashball, sont brièvement intervenus avant de laisser la place au bal entraîné par le groupe Souleymane Thiello.

La preuve que la lutte contre la répression crée de la chaleur et peut même être festive, ce qui donne une raison de plus au collectif de poursuivre son action.

**Manon Boltansky et Cathy Billard**

Effectivement le meilleur moyen de ne pas savoir quel est le niveau de pollution est de ne pas le mesurer !

Mais à l'initiative d'EÉLV, le Sénat a créé le 11 février dernier une commission d'enquête représentant l'ensemble des groupes politiques du Sénat, commission qui vient de rendre publiques ses conclusions le 15 juillet dernier. Après audition d'une centaine de responsables d'administrations, d'économistes, de médecins... le rapport, voté à l'unanimité des 17 membres de la commission, dit que « La pollution n'est pas qu'une aberration sanitaire, c'est aussi une aberration économique ».

Mais ça change tout ! Ces fichus malades, en plus de leurs 650 000 journées d'arrêt de travail, coûteraient entre 68 et 97 milliards d'euros par an à « la France » ! 3 milliards à la sécurité sociale,

19,5 milliards dus à la mauvaise qualité de l'air intérieur, plus de 4,3 milliards de pertes de rendements agricoles, etc. Bref, un coût total d'environ 100 milliards d'euros.

Alors là, Madame Royal n'est plus du tout d'accord, et promet même des « mesures extrêmement fermes » dès « la semaine prochaine ». « Je vais rendre publiques les décisions que l'État va prendre. Il ne faut plus que les gens roupètent, que les gens disent que ce n'est pas le moment, qu'on verra demain. Il faut aussi que les maires des grandes villes prennent leurs responsabilités dès lors que la loi de transition énergétique va leur donner des moyens d'agir, notamment pour créer des zones de restriction de circulation » (comprenez des zones interdites aux travailleurs et à leurs vieilles voitures polluantes !).

Les profits pour les entreprises, et les coûts sociaux et environnementaux pour « les gens » ?

**Et la gratuité des transports, on en parle ?**

La commission sénatoriale fait près de 60 recommandations. La principale cause de la pollution de l'air étant le transport, source de 50% des polluants, il est donc demandé un alignement de la fiscalité du gazole sur celle de l'essence, une remise à jour de la loi sur l'air, vieille de 20 ans, et la création d'une filière de bus électriques (ça, ça va faire plaisir à Madame Royal, la Jeanne d'Arc de la voiture électrique). Mais pourquoi n'entend-on pas parler du développement et de la gratuité des transports en commun ? Pourquoi ne rappelle-t-on pas que la voiture

électrique fonctionne à l'énergie nucléaire (une promesse de campagne, laquelle déjà ?) ? Pourquoi la loi Macron est-elle une belle entourloupe qui libéralise le transport par autocar au détriment du train ? Pourquoi le 17 juillet, la justice vient-elle de débouter les opposants à l'aéroport de NDDL ? Les avions ne pollueraient-ils pas ?

Par ailleurs, la France est poursuivie par Bruxelles pour non respect de la qualité de l'air dans une dizaine d'agglomérations. Écologie sans frontières a déjà déposé trois plaintes contre X face aux taux inquiétants de la qualité de l'air. L'Europe doit s'y mettre elle aussi, car l'OMS a calculé que la pollution y



Ségolène Royal s'amuse avec sa voiture électrique... DR

coûterait 1 400 milliards par an, tuerait 600 000 personnes et que 90% des Européens seraient exposés à des niveaux de particules fines supérieurs aux recommandations. À la COP 21, on en cause, ou on considère que c'est une autre question que le climat ?

**Commission nationale écologie**



## Tribunes

# La situation grecque en débat

Cette semaine, nous consacrons cette page à la publication de deux tribunes. Nous avons demandé à deux courants politiques de la gauche radicale grecque avec qui nous entretenons des relations de nous donner leurs analyses de ces dernières semaines : l'OKDE-Spartakos, section grecque de la IV<sup>e</sup> Internationale et membre d'Antarsya, et Red Network, regroupement dont fait parti le DEA au sein de la Plateforme de gauche de Syriza.

La pression de l'UE, le chantage de la bourgeoisie, les attaques des partis bourgeois pro-austérité (Nouvelle démocratie, Pasok et Potami), les intimidations des médias dominants, tout cela existait d'emblée, même avant le référendum. Par contre, coopérer avec ce camp-là contre la classe ouvrière qui s'était battu pour le Non, cette décision revient exclusivement à Syriza. C'est avec ce camp-là que Syriza a voté pour la proposition grecque aux institutions le 10 juillet et pour le plan d'austérité le 15 juillet, pendant qu'à l'extérieur du Parlement, la police anti-émeute attaquait la manifestation puis portait plainte contre des militants (dont deux camarades syndicalistes de l'OKDE-Spartakos).

## Un plan pour les banquiers et les industriels

Le gouvernement de Syriza a proposé et signé un 3<sup>e</sup> plan d'austérité, avec des mesures pires que les précédents. Dépendant du soutien des vieux partis bourgeois, il est évident que ce gouvernement ne va pas faire long feu. Le nouveau plan d'austérité inclut des coupes sur les retraites et les salaires, une hausse de l'âge de la retraite à 67 ans, une forte augmentation de la TVA sur les produits de base (pour les travailleurs), la privatisation massive des ports, des aéroports, des trains, du réseau électrique... Même d'un point de vue symbolique, le gouvernement grec n'a aucune victoire à mettre en avant : le FMI demeure, les technocrates de la troïka vont revenir à Athènes, et

## Pour une contre-attaque de classe contre le plan d'austérité «de gauche»

Le gouvernement Syriza-Anel n'a eu besoin que de quelques jours pour retourner la victoire écrasante du Non au référendum en Oui inconditionnel à l'austérité...

aucune perspective n'est exprimée pour réduire la dette.

Toute tentative de trouver des avancées dans le nouveau plan est juste ridicule. Toute tentative de trouver des excuses est tout aussi ridicule. Les supporters de Syriza prétendent que la population n'était pas préparée pour une rupture. Mais c'est le contraire qui est vrai : malgré toutes les intimidations, la classe ouvrière a voté Non, pleinement consciente du risque. Au contraire, le gouvernement a accepté la mission de mettre en place et d'appliquer un plan qui sert les intérêts des banquiers et des industriels, grecs comme européens.

### Le gouvernement a choisi son camp

Avec cette décision, le gouvernement a choisi le camp social des riches. Le mouvement ouvrier s'opposera à ce gouvernement, comme il s'est opposé à tous les gouvernements précédents. La trajectoire qu'a suivie Syriza n'est pas une surprise. C'est le résultat inévitable d'une stratégie bien établie de collaboration de classe, qui se fait toujours en faveur des plus puissants, c'est-à-dire des capitalistes. C'était

entièrement prévisible de savoir où mènerait le respect total de l'Union européenne, des institutions de l'État et de la propriété capitaliste.

Jusqu'à maintenant, la Plateforme de gauche de Syriza s'est montrée incohérente, sans principes et sans aucun plan. Le 10 juillet, à part deux députés trotskistes qui ont voté contre, le reste s'est soit abstenu, soit était absent, soit a voté Oui. Le 15 juillet, tous les députés de gauche ont soit voté contre (32), soit se sont abstenus (6), mais au même moment, ils déclaraient leur attachement au gouvernement et à l'unité de Syriza. Il y aura sans aucun doute des ruptures au sein de Syriza. Quoi qu'il en soit, il est temps que tout le monde passe le test. Chaque vote pour une quelconque mesure d'austérité signifie le passage dans le camp des ennemis de la classe ouvrière. Celui qui s'abstient est complice du crime. Le soutien au gouvernement signifie le soutien au 3<sup>e</sup> plan d'austérité.

### S'opposer à l'austérité, rompre avec le capitalisme

Il y a une alternative : la rupture avec le système. Cela signifierait un

affrontement avec les créanciers, l'annulation de la dette, la rupture avec l'euro et l'UE, dans une perspective internationaliste, la nationalisation des banques et des grandes entreprises sans indemnité, l'imposition du contrôle ouvrier sur la production et sur les transactions internationales, l'auto-organisation dans les lieux de travail et dans les quartiers. Aujourd'hui, toutes ces tâches sont plus urgentes que jamais. La lutte pour le Non au référendum a laissé un héritage d'une importance cruciale. Les partis bourgeois traditionnels auront du mal à se relever de la claque qu'ils ont prise. La classe ouvrière et les opprimés ont pris conscience de

leur propre force. L'expérience de la solidarité internationaliste dans le monde entier a été une leçon excitante. Nous devons faire clairement passer le message que la lutte continue. Grâce à des grèves, des manifestations et des occupations, nous pouvons empêcher les coupes budgétaires et les privatisations.

La gauche anticapitaliste, principalement autour d'Antarsya qui, malgré toutes ses faiblesses, a joué un rôle dirigeant dans le mouvement pour le Non, a un rôle particulièrement important à jouer. Elle doit rejoindre le courant large de militants qui se sont battus pour le «Non jusqu'au bout», et travailler à un front unique dans l'action. Un tel front inclurait toutes les organisations révolutionnaires, de la gauche anticapitaliste aux anarchistes, et aussi ceux qui rompent avec le réformisme et veulent se battre.

Mais, en même temps, Antarsya doit mettre en avant sa propre perspective politique pour la rupture avec le capitalisme. S'opposer à l'austérité est absolument nécessaire, mais cela ne suffit pas pour cimenter une alliance politique. Les exemples internationaux de partis fondés sur la base d'une simple opposition à l'austérité et au néolibéralisme ont été amers, comme c'est le cas avec Syriza.

Pour la victoire finale, donc, en annulant les plans d'austérité et en préparant le terrain pour le renversement du gouvernement sur sa gauche. Pour une large coordination de la lutte. Pour l'auto-organisation partout. Pour une gauche anticapitaliste et révolutionnaire forte et indépendante.

**OKDE-Spartakos**  
Traduit par Gabriel Lafleur

Intertitres de la rédaction



Le 15 juillet dernier à Athènes. DR

## Non à l'austérité, au troisième mémorandum, au néolibéralisme!

La lutte des travailleurs et des forces populaires, la lutte de la gauche, peuvent ouvrir une voie alternative, par une politique de transition vers l'émancipation socialiste. Syriza ne peut pas et ne doit pas être devenir le parti du mémorandum.

La signature de l'accord avec les «institutions», la signature du troisième mémorandum par le gouvernement de Syriza est un fait choquant qui change toutes les données.

L'accord cible les droits sociaux qui ont survécu à la tempête des mémorandums 1 et 2, crée des mécanismes de surveillance, de développement incontrôlé des privatisations et de coupes automatiques dans les dépenses sociales. Cela renvoie à une naïveté infantine, à l'espoir que ce mémorandum, s'il est voté et accepté, pourrait être modifié pendant son application, qu'il serait possible de lui donner un certain «visage humain». L'acceptation de l'accord crée des

dangers évidents pour Syriza fondé sur la base d'une opposition manifeste à l'austérité, et qu'aujourd'hui on voudrait transformer en force pour mettre en œuvre un nouveau mémorandum, d'acceptation de l'austérité, au moins, dit-on, pour un certain temps au nom de la survie du... gouvernement de gauche.

### Renverser l'austérité grâce aux négociations et au consensus?

La signature du troisième mémorandum est présentée par la direction de Syriza comme le résultat d'un chantage brutal. Une adhésion au «il n'y a pas d'alternative».

Des responsabilités critiquables et les mauvais choix sont ainsi atténués, comme l'idée que nous pourrions renverser l'austérité dans le cadre de l'euro, grâce à des négociations et au consensus avec les dirigeants européens. Comme la politique du gouvernement qui a gelé toute transformation du pays, qui s'est engagé à éviter les «actions unilatérales», pour essayer d'apaiser les «institutions» et faciliter un «compromis honorable». Comme l'accord du 20 février dernier, qui engageait le gouvernement dans une politique suicidaire de paiement des versements de la dette, «entièrement et à temps».

Sur le fond, se trouvent des appréciations tactiques erronées (par exemple quant au processus d'approfondissement de l'Union européenne), mais aussi des choix stratégiques (comme indique le passage du mot d'ordre «Pas de sacrifice pour l'euro» au respect de la négociation de «L'euro à tout prix»). En arrière-plan, se trouvent certaines caractéristiques idéologiques et politiques du centre-gauche européen moderne qui, bien que rejetées à l'unanimité lors du congrès fondateur de Syriza, sont revenues à la surface dans le tourbillon de la confrontation avec les usuriers.

### Du Non à la rupture avec l'euro et l'Union européenne

L'accord avec les usuriers est inacceptable. Syriza doit trouver la force de l'empêcher. Il est évident que cela ne peut être possible qu'à travers un soutien décisif du monde du travail, les chômeurs, les pauvres. Ce monde-là, avec un fier 62%, a dit Non et se montre disponible pour la voie du changement, du renversement. Le Non est venu en réponse à une vague sans précédent de chantage concernant la menace d'expulsion de l'euro. Et pourtant, les gens ont résisté. Et c'est vraiment mépriser cette résistance que de suggérer que le Non ne constituait

pas un mandat de rupture. Et bien plus encore, la conversion soudaine au Oui, la convergence du Conseil national unitaire des dirigeants politiques, et l'apparition de la signature Syriza-ND-Pasok-Potami. Le spectre politique qui, au final, a voté l'accord, violant toute la géométrie politique du référendum, mais aussi des dernières années. Il est évident que le changement politique nécessaire contre le troisième mémorandum doit compter sur le monde du Non, sur les comités du Non qui doivent se mettre en place partout. De ce cycle tragique de négociations, nous devons tirer des conclusions politiques. À travers la lutte contre l'austérité, doit se construire la force qui peut être victorieuse. Aujourd'hui, cela inclut évidemment la rupture avec l'euro et l'Union européenne, sous la direction du mouvement ouvrier et de la gauche.

Il s'agit d'une politique radicalement différente des menaces brandies par Schäuble : le Grexit comme exclusion temporaire, l'austérité profonde comme condition pour la consolidation du capitalisme grec, la réintégration dans l'euro après le «traitement». Au lieu de cela, la gauche doit intégrer son propre projet pour un affrontement avec la zone euro, dans un projet anti-austérité, une

politique anticapitaliste, la transition vers une perspective socialiste.

### Contre la démobilitation, la lutte contre l'accord

De cette période, le parti Syriza sort profondément blessé. Son fonctionnement collectif et démocratique, tel que exigé par le texte des 109 membres du Comité central, est un préalable à toute reconstruction. Dans ce cadre, il faut lutter contre le phénomène de la démobilitation-frustration de nombreux membres. Le peuple de Syriza n'a pas encore dit son dernier mot!

Dans ce cadre, il faut répondre immédiatement à la vague de menaces et de calomnies contre les cadres de Syriza et les voix qui défendent le Non. Une partie de Syriza espère trouver une issue dans les élections, après avoir «lancé» le troisième mémorandum. C'est une illusion tragique. Pour Syriza, le seul débouché est le rejet de l'accord, la lutte pour son renversement. Ensemble avec le peuple, dans les luttes, dans la vie, dans les conflits politiques, comme durant les dix années qui viennent de s'écouler...

**Déclaration de l'Assemblée du Réseau Rouge des 18 et 19 juillet (extraits)**

Intertitres de la rédaction





**Essai**

**C'est possible! Une femme au cœur de la lutte de LIP (1973-1974), Monique Piton**

Nouvelle édition établie par Charles Jacquier, éditions L'Échappée, 2015, 22 euros

*En ces temps de reculs sociaux et de luttes contre les licenciements et les fermetures de sites aux résultats plus qu'incertains, cette réédition nous permet un doux retour en arrière sur une lutte pour laquelle le mot exemplaire n'est pas usurpé.*

**D**ans cette mobilisation déclenchée par le projet de démantèlement de l'usine de Palente entraînant la suppression de 1300 postes de travail, l'imagination fut souvent au pouvoir. Mais en même temps, rien de magique ni de complètement spontané dans les formes de lutte. Dans un entretien à *Critique communiste*, Charles Piaget a longuement expliqué que la prise en charge de la lutte par les travailleurEs avait été préparée de longue date par la pratique d'un syndicalisme hors norme, notamment avec la mise en

place du Comité d'action qui sera tout au long des 10 mois de lutte le fer de lance de la mobilisation. Au grand désespoir des responsables locaux, fédéraux de la CGT et de façon moins caricaturale de ceux la CFDT. L'imagination au pouvoir a pris tout son sens le 13 juin avec la mise à l'abri du «trésor de guerre» c'est-à-dire un stock de 60 000 montres, de pièces détachées dont la valeur était évaluée à 500 millions de francs. Cette plongée dans l'illégalité sera un des symboles de la lutte des Lip et l'enchaînement: «On fabrique, on vend, on se paie» paraissait presque naturel. Ces actions étaient pour l'essentiel à l'initiative du Comité d'action Lip, toléré par la CFDT et combattue quasiment de bout en bout par la CGT.

Le regard et le récit que fait de cette lutte Monique Piton tranche avec les récits habituels par son éclairage féminin, féministe. Cet éclairage se retrouve non seulement dans la place prise par les femmes, parfois à l'arraché, dans la lutte et par le récit des questions posées hors de l'usine et de la bagarre pour l'emploi: le droit à l'avortement, la vie en couple, la place des enfants... Un soir dans la deuxième quinzaine d'août, au moment des affrontements répétés avec les forces de l'«ordre», dans la suite de l'occupation de l'usine courageusement effectuée dans la nuit du 14 au 15 août, Monique Piton raconte: «Je rentre tard, pourtant encore j'ai rendez-vous avec Jacqueline, nous devons discuter de pas mal de choses. Nous retrouvons

Delphine. Elle a appris à pratiquer des avortements. Tous les jours à Besançon, des femmes se trouvent dans des situations dramatiques, il faut les aider. Delphine se sent utile et cela se voit sur son visage. Je n'ai pas d'amant pour le moment, nous dit-elle en riant, mais le prochain, croyez-moi, je le choisirai et de toute façon rien ne presse. J'ai besoin de me retrouver, de redevenir moi, de réfléchir, j'ai envie d'être parfaitement libre. Quand je me retrouverai un gars, j'aurai avec lui des rapports d'égalité: finie l'exploitation.» À lire ou relire pour (ré)conforter l'espoir dans les luttes et celles et ceux qui luttent.

**Robert Pelletier**

1- «Les luttes de LIP de 1948 à 1983», Charles Piaget, *Critique communiste* n°173, janvier 2004

**Feuilleton de l'été**

**La forêt précède les hommes  
Le désert les suit (Mur Odéon 1968)**

Nous publions cette semaine le troisième épisode de la nouvelle d'Iwona Tat (publiée en 4 épisodes). Bonne lecture.



**Âge d'or**

Ysé recommença maintes et maintes fois, accomplissant sans remord et sans peur l'œuvre de fantôme qui lui était échue. Une fois encore elle descendit dans sa mémoire et celle-ci lui parut inutile. De ce vertige, ni les effort ni l'imagination ne purent extraire le moindre souvenir, la moindre réminiscence. Un profond sentiment de solitude lui étreignit le cœur.

Sur le foulard s'était formée une pyramide d'or, en quantité suffisante pour faire vivre toutes les tribus à la ronde jusqu'à la vingtième génération. Là haut, le quartier avait atteint son zénith. Ysé accomploit les dernières séquences du rituel, noua les quatre coins de son foulard qui rejoignit d'autres foulards à la panse bien remplie, amoncelés dans le canari à demi enterré recouvert d'une assiette en pierre sur laquelle reposait un grand caillou immaculé trouvé un jour devant sa porte.

Ne crains rien. Cajole la belle idée du vide. La lutte avec l'ange est déjà perdue. Écoute, je suis la voix de ta pensée. Cette nuit, pour la première et la dernière fois, soit heureuse.

Ysé sortit de sa maison pour s'aventurer non loin, jamais trop loin.

La somnolence l'effleurait, attouchement de suaire qu'elle repoussait avec horreur. Son enfance lui apparut, merveilleux matins tout emplis d'augures, d'insinuation et de présages. Pourquoi avait disparu cette pure illusion du bonheur? Le vent s'était levé trop faible pour affoler les quelques arbustes, les épineux, rares ombres sur le sol clair d'un horizon à l'autre. Le village musardait les motifs du coucher. Que ces rires, ces aboiements de chiens lui étaient étrangers! Personne n'aime les femmes de notre caste, avait prévenu sa mère. Errer à la périphérie des hommes, c'est notre destin. Ils nous redoutent et nous respectent. Quand le respect n'y sera plus...

Dans la très ancienne jeunesse du temps, la nature suivait son cours dans ses mille variétés musicales et notre voix clamait à tous les échos. L'eau était là, inépuisable réserve de bonheur, les troupeaux gras et abondants et sous l'arbre, les palabres des anciens faisaient apparaître la clarté. Ysé, ma fille, tu es la dernière. Sois heureuse. Un autre monde est en marche, il se passera de nous.

Quand aux confins de la terre lui apparut la silhouette profilée contre la fusion froide, au-delà de toute couleur, qui sévit la nuit dans les contrées que l'humidité déserte, la vieille femme sut aussitôt que l'heure attendue depuis toujours approchait. Sa demeure était orientée au nord. L'apparition venait du nord. Elle allait sous le vent, personne au village ne pouvait deviner son arrivée. Plus haute qu'un homme et plus rapide. Comme tous ceux de son espèce, le cavalier venait de loin. Il apportait avec lui un parfum qu'elle huma dans la brise comme une offrande de rêve, une suggestion de splendeurs inaccessibles. Quelque chose allait se produire qui pouvait être lourd de danger, qui l'était. Quelque chose qui était la vie même.

**Iwona Tate**

**Essai**

**Misère de la Théorie. Contre Althusser et le marxisme anti-humaniste, Edward P. Thompson**

Éditions L'Échappée, 2015, 19 euros

*La publication de la traduction française de ce livre est une bonne nouvelle pour toutes celles et ceux qui se sont battus et se battent pour une renaissance d'un marxisme vivant, en rupture avec ses caricatures stalinienne ou maoïstes, sa négation même.*

**C**e livre est une aide précieuse pour démonter les raisonnements idéalistes, dogmatiques, d'Althusser, membre du Parti communiste dans les années 70, qui faisait référence auprès des intellectuels maoïstes. Riche de verve et d'ironie, ce livre écrit en 1978 contribue efficacement à redonner au marxisme son contenu matérialiste, contestataire, révolutionnaire face à la norme imposée par les intellectuels stalinien ou maoïstes. Avec eux, le marxisme est resté dans la continuité de la théorie d'État qu'il était devenu, une pensée normative qui ne tire pas sa force des combats réels des exploités, mais voudrait imposer sa loi prétendument scientifique aux événements. Edward P. Thompson (1924-1993) fut membre du parti communiste anglais à partir de 1942 et rompit avec lui en 1956 sans pour autant rejoindre l'opposition trotskyste. Intellectuel marxiste militant, il se fit connaître par son livre *la Formation de la classe ouvrière anglaise* publié en 1963, que Hobsbawm compara à un «volcan en éruption». Une mise en œuvre pratique d'une volonté de faire vivre la pensée marxiste, loin d'un économisme et d'un déterminisme étroit, pour réhabiliter une dimension empirique, pratique, à strictement parler historique. On retrouve dans sa critique d'Althusser la vigueur d'une pensée qui se veut intimement liée à la vie réelle des luttes dans toutes leurs dimensions y compris les plus quotidiennes. Ce sont bien les hommes qui font leur propre histoire. Thompson aura d'ailleurs tendance à préférer se revendiquer du «matérialisme historique» plutôt que du «marxisme» pour se démarquer de

tout fétichisme ou de toute référence religieuse ou idolâtre. Humaniste, libertaire, oui, s'il s'agit d'élaborer une critique du capitalisme qui soit indissociable de la liberté et de l'émancipation humaine. Ce combat

n'en est encore qu'à ses prémices, un long et difficile combat dont atteste le temps qu'il a fallu pour que les œuvres majeures de Thompson soient publiées ici. Une œuvre critique et polémique indispensable pour que les

idées du matérialisme historique conquièrent leur contenu affranchi, contestataire et révolutionnaire, afin d'être à même de retrouver le chemin des luttes de classes réelles...

**Yvan Lemaître**



**Essai**

**Podemos. Sûr que nous pouvons!**

Sous la dir. de Ana Dominguez et Luis Giménez. Traduction de Martine Sicard, éditions Indigènes, 2015, 10 euros

*«Nous étions fatigués d'être fatigués, alors nous nous sommes mis en marche». C'est par cette phrase que commence ce recueil de textes de différents dirigeants de Podemos...*

**C**arolina Bescansa, Inigo Errejon, Pablo Iglesias, Juan Carlos Monedero... 4 noms pour 120 pages d'une richesse absolue, tant sur l'aspect politique et idéologique, pour comprendre les positionnements de la nouvelle grande force populaire espagnole, que sur l'aspect tactique, le rejet du clivage droite gauche «parce que la social-démocratie a généré des politiques économiques propres à la droite». L'explosion politique des Indignés se revendique du peuple, face à «la casta»... Ceux d'en bas face au vieux monde politique corrompu. Du neuf. De l'air. C'est ce à quoi fait penser Podemos. Un mouvement par en bas, qui est bien évidemment de gauche, mais qui l'est vraiment, en comparaison à la vieille gôche rabougrie du PSOE et du PCE. Le poids de l'histoire travaille ces acteurs de l'espoir. Ils subissent l'empreinte, concrète et idéologique, de la guerre civile, de la résistance

républicaine contre le franquisme. Podemos est très clairement antifasciste, et la volonté de ses membres d'en finir avec l'héritage institutionnel de la monarchie post-franquiste est puissante dans ce livre. Or, cela passe par une rupture avec les partis du vieux système qui se sont accommodés de la transition pacifiste pour exister, dont le PCE et le PSOE. Avoir sa propre communication de masse, notamment télévisuelle, sur le net, est une priorité pour qui veut changer le monde. Pablo Iglesias le dit en ces termes «Si les médias ne viennent pas à toi, deviens toi-même le média». N'oublions pas qu'outre le mouvement des Indignés, Podemos



est entre autres le fruit d'une émission de télé, La Tuerka, animée par Iglesias. Ce livre soulève d'autres interrogations, sur le rapport à la patrie, concept «qu'il ne faut pas laisser à la droite», ou encore sur l'idée que les pays du sud de l'Europe deviendraient les nouvelles colonies des capitalistes du Nord.

De bons sujets de débat, avec quelques contradictions, notamment vis-à-vis de la bourgeoisie espagnole et du rôle de la Couronne dans la colonisation latino-américaine. Mais un livre important qui devrait faire l'objet, par les anticapitalistes ici en France, d'une analyse poussée.

**Alexandre Raguet**

**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie**  
★ la-breche.com





**L'Anticapitaliste** | Libre expression

## MIGRANT-E-S « Les solutions temporaires ne constituent pas une réponse. Nous avons besoin de solutions pérennes et complètes »

**Entretien.** *Yousif Fatihelrahman (Fathi) est délégué des réfugiés du campement de la rue Pajol dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Avec lui, nous revenons en particulier sur l'organisation de la lutte par les migrantEs eux-mêmes, ainsi que sur leurs revendications.*

**Peux-tu te présenter et définir ton rôle sur le site ?**

Je m'appelle Yousif Fatihelrahman, journaliste soudanais arrivé ici en France via la Turquie et l'Italie. Le rôle que je joue en tant que délégué est le suivant : je suis un membre coordinateur de différentes commissions de travail dont nous nous sommes dotés. J'assure le lien avec les organisations qui soutiennent les réfugiés. Moi et quelques autres faisons également un travail de conscientisation, et également pour faciliter les démarches dans les différents rouages de l'administration, afin d'éviter aux migrantEs qu'ils ne soient discriminés par leur ignorance de la législation. J'assure également le porte-parolat vis-à-vis des médias afin de contrer la propagande négative et essayer de rétablir la vérité.

**Nous tenons à avoir des rapports concrets qui se tissent entre notre mouvement et les collectifs de sans papiers pour unir notre action.**

**Justement, parlons des médias. Anne Hidalgo maire de Paris et le ministre de l'Intérieur prétendent que le mouvement est manipulé par des organisations d'extrême gauche, notamment le NPA. Que leur réponds-tu ?**

Nous, les migrantEs n'avons pas été manipulés ou récupérés, ni utilisés pour servir une propagande politique que quelle qu'elle soit. Nous ne sommes les porte-paroles d'aucun parti ou courant politique. C'est un mensonge qui tend à nuire à notre mouvement et à ses revendications. Par ailleurs, toute personne qui veut connaître la situation n'a qu'à nous rendre visite.

**Au niveau de la gestion du campement, il semble que l'auto-organisation a beaucoup progressé : assemblées générales non mixtes (c'est-à-dire sans les soutiens), prise en charge par les commissions**



**(propreté, sécurité, santé, alimentation...), organisation des manifestations...**

La plupart des gens qui sont sur le campement viennent de zones de conflits et d'instabilité sécuritaire. Parmi eux, il y a énormément de personnes éduquées, instruites, qui ont un certain niveau de conscience et une certaine capacité à s'auto-organiser. Cela n'empêche pas qu'ils ont besoin de courants politiques qui les soutiennent, besoin de la solidarité de cette société civile. Mais ils sont capables de s'organiser sans que personne ne puisse exercer de pressions, ça c'est clair. Bien sûr, je comprends que dans un mouvement de lutte et de soutien à nos revendications, certains pourraient exercer des pressions d'ordre politique ou idéologique, mais jusqu'à présent, nous n'avons cédé à aucune d'entre elles. Nous continuons la lutte sur la ligne qui nous paraît le plus juste.

**À l'occasion de vos manifestations, on a vu la présence de collectifs de sans-papiers, notamment de la CSP 75. Considères-tu qu'il y a un lien entre la lutte des sans-papiers et le mouvement des migrantEs ?**

Il y a, en ce qui concerne les Soudanais et les Érythréens, une spécificité dans la démarche de demande de l'asile politique. Bien entendu, tout collectif ou association solidaires qui pourrait nous venir en aide est le bienvenu. Nous tenons à avoir des rapports concrets qui se tissent entre notre mouvement et les collectifs de sans-papiers pour unir

notre action. Nous apprécions leur contribution. Nous disons bienvenue à toutes orientations, conseils et soutiens. Certes, ce ne sont pas les mêmes situations, ni les mêmes populations, auxquelles s'adressent les collectifs de sans-papiers. Mais en même temps, les parcours ont beaucoup de points communs, et leur expérience pour nous est une richesse.

**La mairie de Paris qui avait installé des toilettes les a retirés. Un chien a le droit de pisser dans la rue... Et nous, on fait comment ?**

**Outre l'obtention de papiers, les revendications principales des sans-papiers sont les droits de circulation et d'installation. Vous inscrivez-vous dans le cadre de ces revendications ?**

Nous avons deux revendications essentielles qui sont le droit au logement et le droit aux papiers. Quand vous voyez tous ces gens qui sont à la rue, qui n'ont pas de toit, qui rencontrent des tonnes de difficultés face à l'administration, qui subissent la discrimination par le travail auquel ils n'ont pas accès, notre première demande, c'est que s'exprime la solidarité. Nous partageons les revendications évoquées dans la question, et nous sommes aux côtés de nos amis sans papiers.

**Vous avez déjà fait l'objet de 9 expulsions (!), et malgré cette répression, la lutte continue et exprime une grande combativité dans des conditions très difficiles. Durant l'été, le mouvement va-t-il pouvoir s'inscrire dans la durée ?**

Nous avons l'espoir en la lutte pour faire aboutir nos revendications. Il n'y a pas d'autres solution que faire grandir la pression pour faire valoir nos droits. Les solutions temporaires ne constituent pas une réponse. Nous avons besoin de solutions pérennes et complètes. Lorsqu'un camp se vide, on sait très bien qu'il ne se vide pas complètement, et le soir même, il se remplit souvent de nouveaux arrivantEs. C'est pourquoi je suis convaincu que les institutions et l'État n'ont pas d'autres choix que d'ouvrir de nouveaux centres d'accueil pour les migrantEs qui vont venir.

Nous exigeons le respect complet de nos droits, au niveau de l'hébergement, dans nos parcours administratifs. Nous sommes des êtres humains, à part entière. Nous ne sommes pas des objets, nous avons un état civil... On ne peut pas concevoir que des gens qui posent ces problèmes soient rejetés et laissés dans le dénuement, jetés à la rue et clochardisés.

Les migrantEs qui sont actuellement au camp de Pajol, ou dans d'autres à Paris, sont en difficulté. La survie s'organise avec les moyens du bord et le soutien de la population. Les ONG sont moins présentes, et les besoins sont importants, question santé, hygiène et nourriture. La mairie de Paris qui avait installé des toilettes les a retirés. Un chien a le droit de pisser dans la rue... Et nous, on fait comment ? Il faut de toute urgence prendre des mesures, si besoin les arracher, pour qu'un minimum de dignité soit rendu aux résidents du campement, par l'accès aux toilettes et aux douches municipales. Enfin, de par nos revendications, nous ne nous opposons pas frontalement au gouvernement, nous ne faisons que revendiquer nos droits, les droits humains les plus élémentaires. Pour terminer cet entretien, je voudrais remercier les citoyens français, les habitants de ce quartier qui sont solidaires de notre lutte.

**Propos recueillis par Alain Pojolat (Traduction simultanée par Salim B.)**

## Vu ailleurs

**Reporterre**

**PAROLES PAROLES...**

Le tribunal administratif de Nantes a rejeté vendredi 17 juillet les recours liés au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Mais les recours juridiques vont continuer en Cour d'appel et à la Cour de justice européenne. Manuel Valls prétend cependant que les travaux pourraient commencer. Contredisant les engagements de François Hollande (...)

La décision, rendue vendredi par le tribunal administratif de Nantes de première instance, était attendue. Sans surprise, les recours intentés par les opposants au projet, au titre de la loi sur l'eau et du déplacement des espèces protégées, ont été rejetés. (...)

Dans un communiqué, le Premier ministre Manuel Valls affirme qu'il « prend acte de cette décision qui doit entraîner la reprise des travaux. La réalisation du projet est ainsi à nouveau engagée après avoir été suspendue depuis fin 2012 ». Sans attendre que les voies de recours soient allées à leur terme devant les tribunaux, pourtant garanties par François Hollande.

À ce stade, les signaux sont contradictoires entre gouvernement et présidence de la République. Même si les accords de référence sont clairs, les pro-aéroport tentent d'en faire une interprétation favorable, arguant que ces recours ne sont pas suspensifs, et qu'il n'y a donc pas lieu d'attendre les deux niveaux de recours supérieurs, Cour d'appel administrative et Conseil d'État. Mais pour les juristes, la notion d'« épuisement des recours » implique qu'ils aient atteint le terme de leur parcours judiciaire.

C'est une « péripétie juridique » pour José Bové qui estime que l'Europe est l'étape clef pour la validité juridique du projet. « Cette interprétation de Manuel Valls n'est pas tenable, ce serait une violation pure et simple des accords EÉLV-PS avec toutes les conséquences politiques qu'on peut imaginer », a répondu l'avocat Thomas Dubreuil, lors d'une conférence de presse dans les locaux nantais d'EÉLV (Europe Écologie Les Verts). (...)

« Sur Notre-Dame-des-Landes, Manuel Valls n'a pas le même discours que François Hollande », Nicolas de La Casinière, Reporterre, samedi 18 juillet 2015

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

**10€ = 3 MOIS D'HEBDO**  
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	6 mois 28 € / 1 an 56 €	6 mois 20 € / 1 an 40 €	
Mensuel	6 mois 22 € / 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	6 mois 50 € / 1 an 100 €	6 mois 38 € / 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	3 mois 10 €	

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	10 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	25 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	19 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : ..... Ville : .....  
Code postal : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322254755

Date : ..... Signature obligatoire

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)